

SOMMAIRE

EDITORIAL:

UNE CULTURE ADAPTEE 1

DOSSIER: CULTURE ET ECONOMIE

P. NDAYAMBAJE:

La rigidité de la culture, un frein
au développement 3

P. RUBERA:

Le Rwanda est-il un territoire
Méroïtique? 22

D. ESSLINGER:

Exproprié? Oui... mais autrement 27

L. UWIZEYIMANA:

Le Rwanda sous le joug
du F.M.I.? 33

EGLISE D'ICI ET D'AILLEURS

Th. NTIHINYURWA: Voyage au Brésil 57

HOMMAGE

D. NGIRINSHUTI: L'abbé Sylvestre NDEKEZI 65

LIBRES PROPOS

G. MUSY: Escalade à Bangui. Journal de Voyage
Février 1989 68

G. MUGABONAKE: La motivation du chercheur
rwandais 87

CARNET: Novembre - Décembre 1989 93

A TRAVERS LIVRES ET REVUES

E. NTEZIMANA: "Le Rwanda et l'Allemagne depuis
le temps de Richard Kandt"
de Reinhart BINDSEIL 101

M. DONNET: "Les thèmes majeurs de la
théologie africaine"
de A. NGINDU MUSHETE 105

G. THEUNIS: "Monseigneur des autres"
de Jacques GAILLOT 110

COURRIER DES LECTEURS

A. DEJEPEPE: Rétablissez la vérité 111



CULTURE ET ECONOMIE



La rigidité de la culture,
un frein au développement
Exproprié, oui... mais autrement
Le Rwanda sous le joug du F.M.I.?

DIALOGUE

N° 139

Mars-Avril

1990

ONT COLLABORE A CE NUMERO

Guy THEUNIS: Missionnaire d'Afrique (Père Blanc), Secrétaire de Rédaction à la Revue DIALOGUE, Kigali
 Pius NDAYAMBAJE: Etudiant, Varsovie, Pologne
 Papias RUBERA: Etudiant, UNR (Université Nationale du Rwanda), Nyakimama, Ruhengeri
 Detlef ESSLINGER: Sociologue, Cologne, R.F.A.
 Laurien UWIZEYEMANA: Chargé de cours à l'UNR, Nyakimama, Ruhengeri
 Thaddée NTHINYURWA: Evêque du Diocèse de Cyangugu
 David NGIRINSHUTI: Enseignant à l'E.N.P. (Ecole Normale Primaire), Nyamashoke, Cyangugu
 Guy MUSY: Dominicain, ancien secrétaire de Rédaction à la Revue DIALOGUE, Genève, Suisse
 Gallien MUGABONAKE: Enseignant à l'Ecole Technique Officielle de Gatumba, Gitearama
 Emmanuel NTEZIMANA: Professeur à l'UNR, Nyakimama, Ruhengeri
 Michel DONNET: Prêtre "Fidei Donum", Paroisse Sainte Famille, Kigali
 Arthur DEJEMEPE: Missionnaire d'Afrique (Père Blanc), Paroisse de Rwaza Ruhengeri
 Photo couverture: Vivant Univers, Namur, Belgique.

DIALOGUE

EDITEUR: ASBL DIALOGUE
 8.P. 572 KIGALI/RWANDA Tél.: 74178
 SECRETAIRE DE REDACTION: GUY THEUNIS
 REDACTEUR: Joseph NTAMAHUNGIRO
 SECRETAIRE DACTYLOGRAPHIE: Enos NSHIMIYIMANA

COMITE DE REDACTION:

Thaddée BAGARAGAZA - Augustin BASEBYA - Michel DONNET - François FUNGA - Straton GAKWAYA - Déogratias HITIMANA - André KAMEYA - Antoine MUGESERA - Jeannette MUKASAFARI - François Xavier MUNYARUGERERO - Jean-Baptiste NGIRABACU - Isabelle NIBAKURE - Jean Damascène NTAKIRUTIMANA - Yvon POMERLEAU - Odette UBONABENSHI
 TIRAGE: 2.000 exemplaires.

Editorial

UNE CULTURE ADAPTEE

Qu'est-ce que la culture ? Certains l'identifient avec le Folklore... Pour eux, sauver la culture, c'est tenter de sauvegarder des coutumes, des rites qui n'ont souvent plus de signification dans la civilisation actuelle. Vouloir conserver les valeurs importantes, base de la société traditionnelle, ils se battent pour ce qui n'en était que des manifestations extérieures et souvent périphériques.

D'autres, au contraire, sont conscients des difficultés actuelles. Ils voient que dans la lutte pour la vie - ou tout simplement la survie - beaucoup risquent de ne vouloir qu'une chose : "se débrouiller" par tous les moyens, souvent au mépris des autres, et finalement d'eux-mêmes, et donc au mépris de ce qui fait la valeur de l'homme, sa propre valeur... Que faire alors ? Baisser les bras ? Se réfugier nostalgiquement dans un passé révolu ? Ou au contraire, contribuer à la naissance d'un monde nouveau ?

Qui dit "culture" aujourd'hui, dit nécessairement information, réflexion, créativité... et cela dans tous les domaines : politique, économique, social, religieux. Certains craignent cette recherche; ils s'opposent à toute inventivité. Mais vouloir "censurer", n'est-ce pas, en fait, vouloir empêcher un développement, le véritable développement du pays qui ne peut se faire que dans la confrontation des idées et des réalisations.

Guy THEUNIS.

Dossier

CULTURE ET ECONOMIE

Pour promouvoir le développement de "leurs peuples" les responsables politiques africains chantent la sauvegarde de leur culture. Pourtant, poussée à l'extrême, cette politique freine et même annihile tout développement. La perspicacité s'impose donc pour que cet hymne à la culture ciè du développement ne provoque un effet de boomerang.

LA RIGIDITE DE LA CULTURE, UN FREIN AU DEVELOPPEMENT

Le processus de développement dans les pays africains ressemble à bien des égards à la réalisation de l'oeuvre de Sisyphe. A-t-on l'illusion de décoller qu'aussitôt, subitement, on atterrit en catastrophe. Pourtant, en Afrique, on remarque, certes à des degrés divers, d'énormes difficultés à maîtriser le développement : stagnation économique, paupérisation sociale, impasse politique dans beaucoup de pays, aliénation culturelle, etc.

D'innombrables causes ont été avancées, le plus souvent tendant à rejeter les responsabilités de cette situation sur des facteurs extérieurs au continent. Il nous semble, cependant, que la

KIPHARMA

- Produits pharmaceutiques, vaccins et sérums;
- Produits de beauté;
- Médicaments et vaccins vétérinaires;
- Instruments et accessoires chirurgicaux;
- Microscopes et appareils scientifiques;
- Réactifs et verrerie de laboratoire;
- Produits chimiques pour l'industrie;
- Insecticides, fongicides, herbicides et «dipping liquids»;
- Pulvérisateurs et appareils pour l'agriculture et pour l'élevage.

«LA PHARMACIE DE KIGALI» ET «SES SUCCURSALES»

cause principale, du moins depuis les indépendances, sont d'ordre intérieur à l'Afrique. Elle consiste en une méconnaissance persistante des facteurs de développement et des liens qui les unissent. En effet, le décollage n'a de chance de réussir que si on harmonise l'action des facteurs économiques, politiques, culturels, etc. Autrement, le risque est grand de les ériger en forces opposées où l'action des uns anéantit le résultat de l'action des autres, noyant ainsi le processus de développement dans des courants contradictoires.

QUELQUES FREINS AU DEVELOPPEMENT

L'un des facteurs qui conditionnent le processus de développement est la culture, et en particulier, son dynamisme. Or, on assiste dans la pratique à une absolutisation de l'économique, présentée comme étant à la fois l'objectif et le moyen du développement.

Inversement, la culture est réduite à un objet de manipulation ou un terrain d'obscurs combats qui sont autant de barrières au développement des sociétés africaines. En effet, si nous considérons le développement comme synonyme de l'amélioration du bien-être matériel, promotion sociale, émancipation politique, enrichissement spirituel des gens, alors nous constatons directement le caractère nocif de ce phénomène.

Cela tient au fait que le développement ainsi esquissé ne peut se faire que pour et par les hommes. Or, ceux-ci ont des capacités et des prédispositions déterminées, des attentes, des résistances au changement, une rationalité propre qui font qu'ils s'engagent réellement dans le processus de développement ou au contraire assistent en observateurs ou même, dans certains cas, le combattent ouvertement.

Les traits précédemment cités sont liés à la culture d'une société à un moment donné de son histoire. Ils changent dans le temps avec les changements dans la culture, lesquels interviennent avant tout comme réponse aux sollicitations de l'environnement en mutations.

Chaque pas accompli sur la voie du développement requiert un profond changement dans le domaine culturel pour pouvoir passer à l'étape suivante. Si pour quelque raison que ce soit ce changement n'intervient pas, le processus du développement est freiné et commence indubitablement la régression.

Le rythme de développement est par conséquent fonction de la capacité d'un pays d'apporter à sa culture les changements qui s'imposent. L'incompréhension de la nécessité de ces changements, leur retard, voire même la lutte contre eux de la part des forces sociales et politiques d'horizons divers, pour des intérêts avoués ou inavoués, nous semble être une des causes majeures de la rupture du processus de développement dans les pays africains.

Dans le présent article, nous tenterons de montrer la dépendance du processus de développement vis-à-vis de l'évolution de la culture. Seront également relevées quelques conditions de base qui, à notre avis, sont nécessaires pour assurer cette évolution.

CULTURE ET DEVELOPPEMENT

La culture peut être comprise au sens large ou au sens restreint.

Au sens large ce concept englobe les objets résultant du travail de l'homme, les idées, les

comportements et états psychiques tels que les attitudes, prédispositions, habitudes, etc. qui sont le résultat des actions antérieures ainsi que la base des actions futures.

Un tel concept est, cependant, tentaculaire et donc inapproprié à notre but car il s'étend pratiquement à tous les domaines de la vie sociale. R. McIver (1) subdivise la culture ainsi définie en trois catégories :

- 1'ordre technologique,
- 1'ordre social,
- 1'ordre culturel.



Dans notre pays la culture se réduit souvent à des jeux scéniques du passé.

L'ordre technologique comprend les techniques, technologies et les objets produits par l'homme. L'ordre social se rapporte aux relations sociales.

(1) McIver R., Social causation, Boston, 1942.

aux rôles des groupes de gens dans leurs rapports mutuels. L'ordre culturel, quant à lui, comprend les théories scientifiques, les mythes, les oeuvres d'art, les croyances, les religions, les comportements, etc.

Cette dernière catégorie de culture, appelée aussi "culture symbolique" (elle est composée de symboles et de valeurs), est ce qu'on appelle la culture au sens restreint. C'est de celle-ci dont il est question dans le présent article.

Dans le but de faire comprendre la liaison entre la culture et le développement, considérons à titre d'exemple deux des composantes de la culture citées plus haut : la science et les comportements.

LA SCIENCE

Toute société est engagée dans un processus de résolution de ses problèmes. Or, avec le passage du temps et les transformations de l'environnement, les problèmes gagnent en complexité, deviennent plus difficiles.

L'homme doit agir en conséquence de façon plus rationnelle. À la question de savoir si on peut actuellement s'en sortir à l'aide du seul bon sens, de l'intuition, de la routine et des traditions, la vie de tous les jours fournit une réponse négative.

En effet, les habits, les médicaments, les routes, les moyens de transport, les machines et outils, les maisons que nous utilisons à l'heure actuelle, sont à notre disposition grâce au savoir-faire et aux techniques dérivées de la science. Celle-ci nous permet de saisir la nature profonde des choses et des phénomènes, et partant, de trouver

des solutions à nos problèmes. Sans les progrès de la science, le développement véritable et continu ne pourrait pas avoir lieu.

On peut fournir, concernant le Rwanda, un exemple qui montre, même s'il se limite seulement à la sphère économique, à quel point la science et ses applications ont un rôle colossal dans le processus de développement. Dans notre pays, affirmet-on souvent, les difficultés économiques proviennent du manque de matières premières.

Cependant, l'observation de l'essor rapide des pays du Sud-Est asiatique malgré le manque évident des matières premières d'un côté et l'indigence des pays qui regorgent de ces matières de l'autre nous fournit la preuve que la liaison entre matières premières et développement n'est pas aussi linéaire.

L'argument du manque de matières premières n'est en tout état de cause qu'un raccourci mental, une idée reçue ou un excellent alibi destiné à nous blanchir : la nature étant l'unique coupable. Ce qui réellement fait défaut chez nous, c'est la maîtrise de la science et son savoir-faire pour les valoriser. Le Rwanda a des ressources appréciables de gaz méthane. Or, outre son utilisation potentielle comme combustible et carburant - soit directement, soit après transformation en méthanol dont on prévoit déjà un grand avenir - ce gaz pourrait être la base d'une industrie chimique puissante, tellement ses dérivés sont nombreux. On pourrait en dire autant de l'étain, etc.

Notre problème de développement économique n'est donc pas de l'ordre des matières premières, mais plutôt de la maîtrise du savoir scientifique pour en tirer profit. Du reste aussi la notion de matières premières est en train de subir une métamorphose radicale. On ne voit pas, en effet,

ce qui dans la nature ne peut pas être matière première à la base de laquelle on pourrait produire un bien satisfaisant à un certain besoin humain. A condition, bien entendu, de posséder les connaissances appropriées.

LES COMPORTEMENTS

Les comportements des gens sont d'une part les réactions aux stimuli du monde extérieur et d'autre part les actions tendant à lui imposer leur volonté. Ils sont toujours le résultat d'une combinaison de plusieurs variables d'ordre culturel : valeurs intellectuelles et morales, aspirations matérielles et immatérielles, interdits, contradictions, etc.

De ce point de vue, l'action est donc le fruit d'un compromis entre des forces diverses. Elle n'est entreprise qu'après un calcul ou une anticipation des profits et pertes (pas seulement financiers), car à côté de la motivation pour l'action se dressent des contraintes qui tendent à la décourager. Plus concrètement, l'action est fonction de l'étendue des connaissances que possède l'individu, de l'étendue du champ de liberté à sa portée, ainsi que de la perception des sanctions probables.

Du point de vue du développement, les comportements prennent la forme de créativité, d'innovation, d'initiative ou au contraire de fatalisme, résignation, passivité, inertie, parasitisme. Les trois premières constituent les facteurs moteurs du développement, tandis que les autres en sont les obstacles.

Ces deux éléments de la culture - science et comportements - montrent donc une dépendance

directe du cours du processus de développement vis-à-vis de la culture.

L'option courante a, cependant, tendance à privilégier l'économie dans le processus de développement. Essayons de montrer qu'une telle hiérarchie est vicieuse.

Traditionnellement, le système social est subdivisé en trois domaines spécialisés, mais interdépendants : l'économie, la politique et la culture. De façon assez semblable, chaque objet, phénomène ou système peut être considéré, dans les analyses systémiques utilisées particulièrement par la cybernétique, sous trois dimensions : matérielle, énergétique et informationnelle.

La matière constitue la base de l'existence physique de l'objet ou du phénomène; l'énergie conditionne son mouvement ou son action; l'information décrit la nature, l'état de la matière et de l'énergie, et permet ainsi leur organisation. Opérant la correspondance avec les domaines du système social, on arrive à ce qui suit :

- O l'économie est le domaine où se produit la substance matérielle du système social,
- O la politique est le domaine où se produit son énergie,
- O la culture est le domaine où se produit son information.

Pour la cybernétique, l'élément le plus important dans tout système est l'information (la communication). Cela est aussi valable pour le système social. Par conséquent, l'élément le plus important dans la marche de la société est la culture. En effet, l'économie et la politique, comme le montre l'histoire de l'humanité, sont des forces aveugles.

C'est la culture qui permet de les organiser. Sans elle, il ne peut y avoir que chaos, anarchie.

désordre dans chacun de ces domaines à part, et dans leurs relations réciproques. Leur finalité et leur forme sont indissociablement liées à l'état de la culture.

Nous arrivons ainsi à la constatation qui s'impose : celle de la suprématie de la culture sur tous les autres éléments qui influent sur le développement d'un pays.

LES TRADITIONS

Ce fait méritait, à notre avis, d'être particulièrement souligné, car la perte de vue du rôle de la culture dans le développement est à l'origine de tous les déboires que connaît actuellement l'Afrique. Cela se manifeste par des tentatives (réussies) de bloquer l'évolution de la culture sous l'argument de défense des traditions.

Les traditions représentent les composantes culturelles demeurées inchangées à travers les époques successives. Chaque époque a néanmoins ses propres problèmes qui exigent des solutions spécifiques et non conventionnelles. Ce qui est approprié pour une époque donnée peut être source de problèmes car les conditions ont changé.

Et en réalité, beaucoup de traditions sont en contradiction flagrante avec les nécessités et les aspirations de l'époque contemporaine. Leur maintien forcé ne fait qu'accentuer le mal en introduisant ou maintenant de nombreuses contradictions dans la culture, générant en même temps des problèmes insurmontables pour la société.

Ainsi voit-on cohabiter pêle-mêle des théories scientifiques avec une façon puérile d'appréhender

le monde environnant; les courants de liberté, d'espoirs, le sens des responsabilités et la volonté de participation effective à la solution des problèmes réels dans le chef de l'immense majorité des gens coexistent avec un nihilisme intellectuel résultant de la censure et de l'autocensure; aux stimuli de l'environnement qui se mondialise toujours davantage, on réagit par des comportements caricaturaux des temps révolus.



La culture ne se réduit pas à de l'animation...

En maintenant à tout prix des traditions surannées et des schémas figés, la culture éclate en îlots d'idées, de comportements d'échelles de valeurs... complètement étrangers les uns aux autres et inconciliables. La culture devient chaotique et n'est plus à mesure de servir d'élément de cohésion des actions des membres de la société. Dans ce cas, l'effort collectif de la population en

vue du développement éclate à son tour en une masse de déterminations contraires.

La persistance des schémas mentaux, des mythes, des comportements et des solutions des époques passées mais inadaptés à la situation présente crée l'abîme entre l'homme africain et son environnement actuel tant naturel que social, technique et technologique. Les exemples sont légion. La science partout en Afrique semble séquestrée dans des salles de classe; par contre se manifeste une grande érosion des mentalités accompagnée d'un manque d'initiative, de créativité qui prend l'aspect d'une grande aversion pour le risque et l'innovation tant en économie qu'en politique et partout ailleurs.

Ainsi le citoyen continue à mener ses activités à la manière traditionnelle, tandis que ceux qui ont un peu de capital investissent dans la même affaire qui a, depuis longtemps, prouvé son lucre. Et tous ensemble fuient par dessus le marché les affaires publiques renforçant le phénomène qualifié souvent d'"émigration intérieure". L'expérience apprend pourtant que sans la participation effective des gens, le développement ne peut que demeurer une utopie.

QUE FAIRE DONC ?

Le processus de développement tire sa cohésion et sa pérennité de l'harmonieuse évolution de la culture. Celle-ci, comme n'importe quel autre système c'est-à-dire un tout composé d'éléments qui interagissent afin d'atteindre une finalité globale, fonctionne selon le principe des vases communicants. Le changement d'un des composants entraîne un mouvement adaptatif dans les autres sous peine de compromettre la cohésion interne et rompre l'équilibre général. Par ce réajustement,

la culture évolue d'un état d'équilibre à un autre. Cela se réalise par l'élimination de tout ce qui est anachronique et par l'introduction d'éléments nouveaux.

La dynamisation de la culture n'est, cependant, pas une tâche aisée. Elle implique une action sur l'homme, en tant que support de la culture, véhicule et agent de tout changement.

L'efficacité de l'action de l'homme exige de prendre en considération son état actuel et les causes qui le sous-tendent. Selon J. K. Galbraith (2), les gens des pays sous-développés se sont résignés à la misère parce que "toutes les tentatives amorcées pour améliorer leur situation se sont terminées par des échecs". Pour eux, la résignation est donc une solution rationnelle et optimale. Pire encore, cette résignation crée dans la mémoire collective une sous-culture tendant à la justifier, à la présenter comme normale.

Toute activité visant à faire évoluer la culture et les mentalités, à activer le développement doit tenter de déraciner cette sous-culture, souvent subtile, sur laquelle repose la rationalité de l'inertie. Dans un article publié dans "Dialogue", O. Ubonabenshi pose une question capitale : "la femme rurale est-elle prête maintenant à délaisser ses activités d'agricultrice pour se lancer dans d'autres dont l'issue est incertaine, mais dont on lui dit que ce sera la solution miracle pour ses problèmes ?" (3).

(2) J. K. Galbraith, *The Nature of Mass Poverty*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1979.

(3) Ubonabenshi, O., *Femme rurale et développement du pays*, in DIALOGUE, No 133, Mars-Avril 1989.

Comme nous l'avons dit plus haut, la décision d'entreprendre une action repose sur la prévision du futur, précisément sur l'anticipation du résultat de l'action visée. Les dites femmes rurales n'ont comme instrument de prévision que les recettes tirées de l'arsenal de la sous-culture de la résignation. Elles préfèrent donc se fier aux méthodes déjà éprouvées qui ont l'avantage de leur garantir le même niveau que dans le passé. La meilleure approche à ce problème consiste à détruire au préalable l'idéologie de la résignation.

ACTIONS À MENER

- D'une manière générale, trois actions peuvent être conjointement menées :
- l'éducation des gens,
 - la création des conditions de sortie du cercle vicieux actuel, et enfin
 - la démocratisation de l'information.

EDUCATION

L'éducation peut être un instrument efficace de destruction de la rationalité de la passivité, de la résignation. Elle ouvre à l'esprit des horizons nouveaux, permet l'accès au monde au delà du cercle clos des traditions et des solutions ancestrales. Le rôle de l'éducation est de forger un raisonnement ou regard critique conduisant à une remise en question permanente de soi-même, du monde et des solutions existantes. Son but ultime est de faire comprendre aux gens que tout est possible et que tout dépend d'eux.

Cette compréhension forme un antidote contre la résignation et, mieux encore, provoque chez les gens le sentiment d'insatisfaction vis-à-vis de leur sort. Et c'est ce sentiment qui est le générateur de tout élan d'initiative, d'innovation, de créativité. Plus il y aura des gens qui l'intériorisent, plus le pays a des chances de développement rapide. C'est sur de telles personnes que repose la différence de niveaux et de rythme de développement entre les divers pays du globe et non sur les matières premières dont recèle le sous-sol.



La culture ne se réduit pas à la danse...

L'éducation est sans doute le meilleur ferment des changements en profondeur de la culture. Les nouvelles connaissances induisent une réorganisation de la vision du monde, une nouvelle perception

du rôle et de la responsabilité de l'homme dans le devenir de l'humanité. A condition bien entendu, que cette éducation ne soit pas orientée à la satisfaction des appétits de consommation à court terme, comme c'est souvent le cas.

A elle seule, cependant, l'éducation ne suffit pas. Il faut en plus :

● CREER LES CONDITIONS FAVORABLES A L'ACTION

L'éducation crée les potentialités de l'action et fait naître de grands espoirs. L'impossibilité de montrer leurs aptitudes, d'user de leurs connaissances provoque chez les gens la démoralisation. Celle-ci peut prendre des formes diverses de la frustration à la déviation sociale en passant par l'analphabétisme secondaire, etc. Indépendamment du niveau de leur formation, on remarque très souvent, en Afrique, que les gens se heurtent à la contradiction entre, d'une part, ce qu'ils ont appris, leurs légitimes attentes, et d'autre part la survivance de traditions inamovibles, leur cortège d'interdits et l'atmosphère hostile à toute sorte de démarcation.

La condition nécessaire à la valorisation de ces gens est avant tout la possibilité d'exprimer leur propre valeur, le droit à la différence. C'est suite à la reconnaissance de ce droit que peuvent naître des actions réellement authentiques et pionnières. Chacun pressent que cette condition n'est pas suffisante. En effet, les moyens matériels, financiers... peuvent manquer. D'où la nécessité de soutenir matériellement et moralement les actions de ces gens afin qu'elles puissent réussir et servir d'exemple, de force d'entraînement, de référence pour d'autres citoyens.

On ne doit pas oublier, en effet, que les simples gens comprennent surtout l'expérience empirique, le langage des faits. Ils ne sont pas préparés à suivre la rhétorique abstraite du genre "qu'est-ce qui se passerait si... ?" Or, s'il est nécessaire qu'ils volent de leurs propres yeux telle réalisation, il faut que quelqu'un l'ait mise au point. Seuls ces faits peuvent leur apporter la preuve matérielle que les solutions millénaires utilisées jusqu'alors ne sont pas optimales par rapport aux besoins et aux possibilités de notre temps. Peut-être s'ensuivra-t-il une effondrement des mythes; une révision des valeurs, objectifs et comportements, les connaissances s'accroîtront-elles, bref, on assistera à une reconfiguration de la culture.

INFORMATION

L'information, c'est le pouvoir, dit-on. En effet, le jugement, l'aptitude à la prise de décision, les comportements sont dépendants des connaissances que possède un individu. Or, les connaissances aussi bien encyclopédiques, populaires que l'expérience vécue ne sont rien d'autre que l'information accumulée. L'information, c'est la représentation, le reflet dans toute sa diversité de la réalité empirique ou abstraite.

L'acquisition de l'information conduit donc à l'augmentation de nos connaissances ou à la diminution de notre ignorance. L'effet de chaque information étant d'élargir les horizons des connaissances humaines, le blocage de la circulation de l'information limite les capacités créatrices de l'homme, rend superfu le processus décisionnel, enlève la rationalité à la pratique économique et politique, fige la culture. Cela montre à quel point la démocratisation de l'information est loin d'être un luxe pour les nantis, comme certains tentent de le présenter.

Le manque d'information scientifique, technique et économique ainsi que la censure ostentatoire des mass-média, en Afrique, ne bloquent pas seulement l'évolution de la culture dans les sociétés africaines, ils la menacent de mutilations graves. A elle seule, la censure des mass-média équivaut à l'abandon par un pays de sa souveraineté culturelle. En effet, cette sorte de censure consacre le règne de la culture et l'information véhiculées par les multinationales spécialisées. Leur présence se manifeste partout : les films, les programmes radiophoniques, les informations d'agences de presse, la création littéraire, les journaux et périodiques, les chansons, etc.

A cause de la censure, la culture des pays africains devient inapte à générer un modèle alternatif, concurrentiel par rapport à ce que proposent les radios, tv et films étrangers.

Nous n'affirmons pas que la culture étrangère ne pourrait pas être source d'enrichissement pour les pays africains. Tout au contraire. Nous faisons seulement remarquer que les grandes multinationales ne s'intéressent pas à proprement parler à la culture. Leur but premier est le commerce. Leurs produits dénommés artistiques ou culturels tendent avant tout à susciter, exciter la consommation. Le moyen le plus efficace d'y arriver est de faire appel aux instincts les plus primitifs, et elles ne s'en privent pas.

Les gens, en général, ne sont pas préparés à différencier le contenu des programmes que leur servent les grands moyens d'information étrangers du message publicitaire. Du reste, la publicité tend toujours à fondre son message dans le contenu du programme. L'effet s'avère être néfaste. La vie culturelle, la démocratie devient pour beaucoup synonyme de consommation effrénée, exactement comme le suggèrent les mass-média à caractère commercial.

Mais qu'y a-t-il au delà de la consommation ou préablement à elle ? Cela semble manifestement indifférent à tout le monde. Mais le développement est-il possible dans de telles conditions ? A chaque lecteur d'y répondre, parce que la lutte pour sa propre culture et l'accès à l'information pertinente, non manipulée, est devenue un des plus grands combats de notre époque, le combat pour le développement.

CONCLUSION

Chaque société a besoin de sa propre culture. Celle-ci est le guide de son évolution historique. Mais pour remplir ce rôle, elle doit elle-même évoluer, s'adapter aux changements successifs de son environnement proche et lointain. Dans le cas contraire, elle se dresse en obstacle au développement de la société. Le plus sûr moyen de saborder le développement est de semer partout des interdits et de maintenir des traditions caduques qui stratifient la culture et ouvrent grandement la voie à l'assimilation des subcultures des milieux marginaux des pays développés (acculturation).

L'évolution de la culture peut être stimulée par l'éducation de la population, la circulation de l'information et la mise en place des conditions pour l'épanouissement des énergies créatrices de l'homme. Dans l'intérêt bien compris de nos sociétés, ces mesures sont à réaliser dans l'immédiat car chaque jour qui passe ne fait que creuser le fossé entre les aspirations, les besoins des gens et les possibilités de les satisfaire; entre notre propre développement et celui du reste du monde; entre notre réelle place dans le concert des nations et celle à laquelle toutes les générations - passées, présentes et futures - aspirent.

Tous les citoyens sont concernés. C'est une évidence. Nous croyons, cependant, qu'il n'est pas vain de rappeler ici les paroles d'Aurelio Peccei : "La petite minorité qui se trouve au sommet devrait savoir déterminer ses propres responsabilités. Son devoir est de ne pas engager, même de façon involontaire, cette grande majorité dans une situation plus critique que celle qui existe aujourd'hui" (4). Ajoutons seulement que cette minorité ne se limite pas à la classe politique.

Plus NDAYAMBAJE.

(4) PECCEI A., 100 pages pour l'avenir, Editions Economica, Paris, 1981.

U M P RWANDA

B.P. 987 KIGALI

TEL. 7 54 66

**Pièces de rechange
tous véhicules,
pneus, batteries, etc...**

L'histoire de notre pays est encore à ses premiers balbutiements et la tâche de l'historien ne fait que commencer. Voici une brève réflexion à ce sujet qui pourrait relancer les débats.

LE RWANDA EST-IL UN TERRITOIRE MEROETIQUE ?

L'historiographie du Rwanda, depuis le début de ce siècle a été passionnante; ceci a conduit un bon nombre d'historiens à vouloir reconstituer objectivement le passé du Rwanda. Et diverses investigations peuvent nous informer sur le passé même ancien du Rwanda. C'est dans cette optique que SPEKE J. H. dans : *Les sources du Nil* a donné une information qui est sujette à la discussion : "Le Karagoué, par exemple, comprenait autrefois l'Ourundi, le Rwanda, le Kishakka; c'était alors le royaume de Méroé gouverné par un seul prince. D'où vient que tout cela est changé ?" (1).

LES TRADITIONS ORALES

Les arguments de cette discussion sont tirés du domaine de l'histoire. Et la valeur de cet article est plus fondée sur des réflexions hypothétiques que sur une source de réalité absolue. Rares

- (1) SPEKE, J., H., *Les sources du Nil* : Journal de voyage du Capitaine John Hanning SPEKE, L. Hachette et Cie, Paris, 1964.

sont les sources d'histoire qui tracent les sentiers du Rwanda jusqu'à Méroé. Néanmoins le Rwanda est parmi les plus anciens royaumes de l'Afrique interlacustre. Et les traditions orales des Banyarwanda nous informent qu'avant le Rwanda de la dynastie Nyiginya, il y avait sur le sol rwandais des royaumes bien organisés comme le Gisaka, le Mubari, et le Rwanda primitif.

Comme le dit bien d'HERTEFELT M. dans : *Les Clans du Rwanda Ancien* : "Le Mubari existait comme une entité territoriale avant le Gisaka... La fondation du Mubari est antérieure à celle du Rwanda primitif, puisque les ancêtres des Nyiginya tutsi trouvaient les zigaba déjà établis au Rwanda oriental" (2).

Le Rwanda dont SPEKE a écrit est-il celui de la dynastie nyiginya ou pas ? Question embarrassante ! Puisque d'une part le monarque du Karagwe, Rumanyika, l'informateur de SPEKE au lieu de donner de plus amples informations sur cet empire de Méroé, s'est borné à connaître le pourquoi de la désagrégation des grands empires.

Et d'autre part, la dynastie nyiginya qui était presque exclusivement la détentrice des plus anciennes traditions orales sur le Rwanda, a passé sous silence les organisations des royaumes préexistants qu'elle a conquis et assimilés progressivement.

Mais en plus de cette conquête, d'HERTEFELT M. dans le livre déjà cité, écrit que l'histoire politique du Rwanda (ancien), telle qu'elle apparaît dans les traditions orales, est essentiellement le récit de la disparition de ces différentes dynasties au profit des rois nyiginya (3). Si le Rwanda dont parle Rumanyika est antérieur au Rwanda

- (2) d'HERTEFELT, M., *Les Clans du Rwanda Ancien*, M.R.A.C. Tervuren, Belgique, 1971.

de la dynastie nyiginya, l'existence des liens certes actuellement fragiles, reliant le Rwanda à l'ancien et vaste empire de Meroë, est très probable.

Puisque la correspondance de l'apogée de l'empire de Meroë, plus ou moins 653 ans avant notre ère, avec les sites anciens du Rwanda, plus ou moins 658 ans avant notre ère à Gasiza, n'est pas un pur hasard.

Mais aussi et surtout, avant cette époque, on pense que les peuples de la région environnante de Meroë ont pénétré dans la forêt équatoriale. Les agriculteurs de l'âge de la pierre pénétrèrent en petit nombre dans la forêt équatoriale, plus particulièrement celle de l'Afrique orientale" (4).

INSATISFACTION ET SEPTICISME

Seraient-ce ces migrations qui ont donné naissance aux anciens royaumes situés au nord du Rwanda, comme le Buganda, le Kitara, le Nkole, royaumes qui avaient plusieurs traits de ressemblance avec le Rwanda ancien ?

Malgré l'existence de ces liens possibles entre les ancêtres du Rwanda et de l'empire Meroétique, la rareté des arguments convainquants pouvant corroborer cette hypothèse, me laisse très sceptique devant le problème. Car les possibilités de maintenir la cohésion entre les différents territoires d'un tel empire décrit par SPEKE, exige un certain niveau d'évolution technologique, politique, culturel et militaire, qu'on ne retrouve pas en Afrique orientale à cette

(3) d'HERTEBELT, M., op. cit.

(4) Le Grand Atlas de l'histoire mondiale : Encyclopédia Universalis, 1979, p. 44. Les peuples africains et leur culture jusqu'à l'an mille.

époque. Fort probablement donc, cet empire de Meroë qui aurait groupé le Burundi, le Giska, le Karagwe et le Rwanda n'a pas existé.

Cependant, ces pays étaient déjà peuplés avant l'apogée de l'empire meroétique : Burundi + ou - 530 avant notre ère, Meroë + ou - 653 ans avant notre ère et le Rwanda + ou - 658 ans avant notre ère. La coïncidence des dates de ces sites me laisse croire que comme Meroë, ces deux autres entités politiques existaient avant la naissance de Jésus-Christ.

Ainsi donc, jusqu'à preuve du contraire, le peuplement de l'espace du Rwanda remonterait à environ 500 ans ou plus avant Jésus-Christ. J'écris "jusqu'à preuve du contraire" puisque les recherches archéologiques sur le sol rwandais ne sont qu'à leur état embryonnaire. Et donc d'un moment à l'autre, les sources archéologiques peuvent nous donner des informations supplémentaires.

FAIRE APPEL A L'ARCHEOLOGIE

Ces entités politiques avaient de fructueux échanges entre elles. L'existence de ces échanges est prouvée par les traditions orales qui ont été recueillies au cours du 20ème siècle. Ces traditions orales, qui relatent l'histoire du Rwanda, sont certes sectorielles jusqu'au 10ème siècle de notre ère, mais très riches en informations. Elles nécessitent l'appui des données archéologiques.

En plus de ce support indispensable aux traditions orales, les sources archéologiques peuvent apporter de nouvelles données à l'histoire, et particulièrement à celle du Rwanda. Notamment elles peuvent nous informer sur les technologies, les mécanismes d'exploitation des ressources de notre

planète, les modes de vie de nos ancêtres, mais aussi sur les échanges de toutes natures entre les Banyarwanda, d'une part, et entre le Rwanda et les autres entités politiques voisines, d'autre part. Et ceci depuis les temps les plus reculés.

Etant donné l'importance de l'archéologie, surtout dans les pays africains, ne faudrait-il pas vite former des archéologues rwandais ? En effet, si avec Devisse J. (dans son article : La recherche archéologique et sa contribution à l'histoire d'Afrique) nous admettons qu' "un historien que l'on prive de l'archéologie, en Afrique, est aveugle et sourd à l'essentiel du passé de ce continent" (5), quelle sorte d'histoire va reconstruire un "historien aveugle et sourd" ?

Point n'est besoin de rappeler que pour avoir un avenir sûr, nous devons sauvegarder et valoriser notre héritage culturel. Et nul n'ignore que chaque année qui passe, emporte plus d'un vieux. Alors que les sources archéologiques ne font que commencer à être découvertes

C'est pourquoi tout Rwandais et ami du Rwanda (historien particulièrement), devrait sans tarder s'adonner à la collection de toutes les sources qui peuvent nous fournir des informations sur le passé du Rwanda. Et les historiens devraient surtout entreprendre des études archéologiques.

Grâce à toutes ces sources de l'histoire, les historiens pourront ainsi reconstituer l'histoire du Rwanda, après avoir exploité ces sources d'informations.

Papier RUBERA.

(5) DEVISSE, J., La recherche archéologique et sa contribution à l'histoire de l'Afrique in *Recherche, Pédagogie et Culture*, Sept.-Déc. 1981, No 65.



Les enfants sont les premiers frappés par l'expropriation.

Le problème des expropriations est un thème tous les jours actuel. DIALOGUE qui a déjà consacré des pages à ce sujet (voir notamment le numéro 126) vous propose une nouvelle contribution. Afin qu'ensemble nous cherchions des solutions équitables pour les victimes de l'envers du développement de nos villes.

EXPROPRIER ? OUI...

MAIS AUTREMENT

Il y a un quart de siècle Kigali était presque encore un village. Mais depuis que le pays a recouvré son indépendance, la ville s'est développée à grande vitesse. Alors qu'au début des années 1960,

la Capitale ne comptait qu'environ 10.000 habitants, ce chiffre a grimpé à + ou - 300.000 habitants en 1989 et sera probablement de + ou - 700.000 habitants à la fin du siècle. La population totale du Rwanda sera alors de 9 à 10 millions. Les problèmes posés par cette rapide croissance démographique sont connus de tous : chômage, détérioration des conditions de vie, freins, voire inutilité de tous les efforts de développement.

LE NOEUD DU PROBLEME

En Europe on raconte parfois l'histoire tragique de Don Quichote, héros du peuple espagnol, qui voulait arrêter les ailes d'un moulin à vent par la seule force de ses muscles. L'explosion démographique au Rwanda nous paraît parfois comme ces ailes du moulin. Pourtant nous sommes optimiste et pensons qu'elle n'est pas une fatalité. Nous louons en tout cas tous les efforts de l'Etat, des organisations privées nationales, telles les Eglises, et de l'étranger, pour résoudre ce casse-tête et contribuer au développement de la ville et de la campagne.

Si nous concentrons d'abord notre regard sur Kigali, nous constatons que ces dernières années, le Gouvernement a vu clair dans son souci de s'occuper des "quartiers spontanés". En effet, plus de 90 % des habitants de la Capitale vivent pour la plupart sans eau ni électricité, ni routes carrossables. Les parcelles ne sont pas cadastrées, ce qui réduit à néant la volonté et la capacité de la population de ces quartiers d'investir dans l'amélioration de leurs maisons. Ils vivent dans la peur d'être expropriés un jour. Et les banques n'accordent aucun crédit pour l'amélioration de ces maisons.

C'est ici le noeud du problème. A savoir que les nombreux efforts pour le développement de Kigali se révèlent à la fois bons et mauvais. Comme il n'y a presque plus de terrain libre, on doit réaffecter à peu près tous les projets sur des terrains déjà occupés, voire surpeuplés par les maisons construites ou par des cultures vivrières. Celles-ci permettent aux petits paysans d'entretenir leurs familles, par consommation directe ou par vente. Cette situation est cependant plus que précaire, car selon la loi relative à la propriété foncière, toutes les parcelles non cadastrées ne peuvent être utilisées que par usufruit, et tant que l'Etat ne les prend pas pour des "projets d'utilité publique". Les usufructiers peuvent donc être expropriés à n'importe quel moment.

INDENNISATION : OUI ... MAIS

Bien sûr l'arrêté ministériel No 02/79 du 25 juillet 1979 fixe le taux d'indemnisation à payer aux expropriés : 4.000 Frw au maximum par are de plantation de café; 154 Frw par are de haricots; 1.000 à 9.000 Frw par m² de maison construite, mais cela dépend des matériaux de construction; 1.000 Frw par m² de toiture en tôles + 450 Frw si la tôle est couverte d'un enduit, etc....

Ces dernières années plusieurs projets ont obligé l'Etat à procéder à des expropriations et à verser des indemnisations. Dans un proche avenir, l'Etat envisage beaucoup de projets d'habitation qui nécessiteront également l'expropriation d'une bonne partie des usufructiers. Le paiement d'une indemnisation représente certes de la part de l'Etat un effort non négligeable pour atténuer les souffrances d'une famille expropriée. Mais nous ne devons pas fermer les yeux devant le fait que l'expropriation, en règle générale, cause des problèmes graves aux victimes.

Primo. Les parcelles des petits agriculteurs représentent généralement leur principale source de revenus. L'expropriation n'est donc rien d'autre que la privation précisément de cette source de revenus. En plus, l'expérience a montré que le montant des taux d'indemnisation est trop faible et ne peut donc pas garantir un avenir sûr aux familles expropriées. D'ailleurs par expérience, les sommes payées ne dépassent pas l'équivalent d'un, de deux ou de trois revenus mensuels pour les paysans. Elles ne suffisent même pas pour survivre jusqu'à la récolte prochaine. Sans oublier que les expropriés ne reçoivent pas d'autres parcelles.

Secundo. Nous ne devons pas oublier le drame psychologique des personnes expropriées. Souvent nous avons à faire à des natifs de Kigali (ou à des gens venus de la campagne à la recherche d'une terre). Ils ne connaissent qu'une économie de subsistance et ne sont pas habitués à l'usage de l'argent. Même s'il s'agit de sommes trop basses pour permettre à ces gens de subsister, ceux-ci les considèrent comme des sommes énormes car ils n'en ont jamais vu de comparables. Il arrive donc souvent que les expropriés dépensent tout cet argent pour des futilités et s'étonnent de ne plus avoir un sou après trois ou quatre jours.

ALTERNATIVES

Face aux problèmes soulevés, on pourrait dire qu'il s'agit uniquement d'une situation qui ne concerne que les expropriés, et qui doit être réglée par les intéressés. Erreur. Bien que chacun soit d'abord responsable de sa vie, les problèmes posés ont des conséquences qui ne touchent pas seulement les expropriés mais la société toute entière. C'est

pourquoi nous plaçons pour une réflexion générale sur la procédure actuelle des expropriations, afin de chercher des alternatives.

Les personnes expropriées sont forcées de se chercher une autre parcelle de fortune. Ainsi sont amplifiés les problèmes de "Quartiers spontanés" qu'on voulait justement résoudre, car ils constituent une menace pour le système économique-social et écologique de Kigali. Menace qui, nous le savons, ne connaît pas de frontières.

Nous sommes certainement d'accord que c'est un non-sens de donner de l'argent épargné avec peine, à des gens qui le jettent par la fenêtre. C'est pourquoi il est plus que nécessaire de réfléchir sur le bon usage de cet argent dans l'intérêt bien compris de tous, et surtout des expropriés. Ceci signifie essayer d'éviter dès le départ les expropriations. On pourrait atteindre cela en renonçant par exemple à la construction de nouveaux bâtiments dans des quartiers déjà occupés ou surpeuplés, et en se contentant de structurer les quartiers déjà existants.

On devrait envisager une autre façon d'exproprier, puisque les expropriations sont malgré tout inévitables. Par exemple on pourrait donner aux familles expropriées non de l'argent, mais de la terre, des cultures, des infrastructures exactement les mêmes que ce qu'elles perdent.

On devrait également veiller à ce que les paysans ne soient pas démunis de toute ressource avant la récolte prochaine. S'il n'est pas possible de leur offrir une nouvelle parcelle, on devrait leur trouver un autre métier, avec leur accord bien sûr. Les institutions d'entraide sociale déjà existantes, particulièrement celles des Eglises, devraient s'engager dans cette tâche.

Une solution pour l'amélioration du système de l'habitat à Kigali serait, par exemple, la réforme des limites de la ville et des parcelles. La population prendrait beaucoup d'initiatives propres si elle ne craignait pas d'être expropriée un jour. Si les usultiers étaient reconnus comme propriétaires et ne pouvaient être expropriés, l'Etat pourrait épargner presque tout l'argent qu'il dépense pour des habitations. Il pourrait l'utiliser pour d'autres programmes non moins urgents.



Les expropriés se retrouvent souvent sans rien ou pas grand chose.

Bien sûr c'est d'abord la pauvreté économique de la population qui est responsable de la mauvaise qualité des maisons à Kigali. Mais on ne doit pas sous-estimer l'importance de cet obstacle que l'Etat est le propriétaire foncier de la terre". L'expérience de beaucoup d'autres pays l'a démontré.

Les problèmes à Kigali sont multiples et énormes et prennent, peut-être parfois, l'allure de ceux de la cité de Don Quichote. Mais nous devons avoir assez de courage pour les résoudre, car ils ne sont pas insolubles. Si non comment espérer s'attaquer à des problèmes encore plus complexes?



Le Rwanda qui, à l'instar des autres nations, est frappé de plein fouet par une crise financière sans précédent, peut-il échapper aux remèdes et au diktat de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International? Oui, affirme l'auteur de cet article. A condition de pratiquer l'austérité en profondeur en renonçant à toutes les "dépenses non essentielles".

LE RWANDA SOUS LE JOUG DU F.M.I.?

Depuis quelques temps, de nombreux signes (discours officiels, rumeurs diverses...) laissent présager que le Rwanda va bientôt appliquer un programme d'ajustement structurel. Jusqu'à l'heure actuelle, notre pays figurait parmi les quelques pays à avoir tant bien que mal échappé à la férule aux mains d'acier des institutions financières internationales, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Il semble maintenant que cela ne saurait plus tarder.

A la lumière de quelques données à notre disposition, essayons de faire le point, de présenter les limites de notre liberté de manoeuvre, mais aussi les acquis que nous devons défendre.

dre coûte que coûte, quitte à consentir des sacrifices qui nous seront dans la suite bénéfiques. Nous terminerons cette réflexion en proposant un type de réforme structurelle qui nous paraît plus adapté au Rwanda.

Tout en n'étant pas dans les secrets des dieux, notamment de la Banque Nationale du Rwanda, pour avoir des informations indispensables, on peut tout de même se faire une idée sur les processus qui ont conduit notre pays dans les problèmes qu'il connaît actuellement.

LE CAFÉ ET L'ÉTAÏN LES DEUX "MAMELLES" DU RWANDA

Depuis le triomphe des courants néolibéraux dans l'économie mondiale, la primauté a été accordée aux exportations car l'intégration optimale dans les échanges internationaux était considérée comme la seule voie de développement possible.

Dès son indépendance, le Rwanda a fait comme "tout le monde" et a orienté sa politique d'investissement vers les cultures d'exportation et l'exploitation minière. Ce faisant, il négligeait l'agriculture vivrière qui recevait une portion congrue des dépenses de développement, alors que les conditions d'existence de 95 % des Rwandais en dépendaient.

C'est ainsi que le café, la production minière (essentiellement la cassitérite, le minerai d'étain) et le thé représentèrent l'essentiel des exportations du pays. Le café et le thé ont alors représenté bon an mal an autour de 80 % des recettes d'exportations.

Tableau N° 1
Rapport en % des principaux produits d'exportation du Rwanda

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Prod. min.	19,79	25,56	14	22,58	18,20	15,27
Café	61,50	55,50	74	57	64	69,50
Thé	9,30	10	5,70	10,80	10,40	10,48
TOTAL	90,59	91	93,70	90,38	92,60	95

Dans les années 1970, on ne se plaignait pas beaucoup car les cours mondiaux des deux produits étaient relativement intéressants. Mais comme le principe de base impose à tous les pays pauvres d'exporter à tout prix, on devait prévoir que les pays pauvres, qui n'avaient pas grand chose à offrir au marché mondial, risquaient d'aboutir à une concurrence féroce entre eux, car ils sont amenés par la force des choses à produire les mêmes articles pour ce même marché. Celui-ci est alors rapidement saturé, les exportations ne trouvent plus de clients, et c'est l'effondrement des cours avec tous les maux qui résultent de cette situation.

C'est exactement ce qui s'est passé pour les produits d'exportation du Tiers-Monde, dont le café et l'étain, les deux prétendues mamelles du Rwanda. En ce qui concerne le café, les cours sont tributaires de la production brésilienne, la plus importante du monde. Que celle-ci soit bonne et les cours mondiaux s'effondrent; qu'elle soit mauvaise, et les autres pays producteurs respirent, le malheur des uns faisant le bonheur des autres.

Rappelons brièvement que la configuration du relief du continent américain avec une orientation des chaînes de montagnes à l'Ouest (Rochesuses, Andes), des plaines au Centre et des plateaux anciens à l'Est (Appalaches, Nord-est brésilien), permet la remontée des masses d'air froid d'origine polaire jusqu'à l'Équateur, d'où des gelées périodiques des cafetiers brésiliens.

EFFONDREMENT DES COURS

Signalons pour mémoire que la dernière gelée importante remonte à la campagne café 1978-1979-1980. Les recettes furent substantielles au Rwanda et ce n'est pas un hasard que la dernière augmentation des salaires dans notre pays remonte à ces années-là ! Depuis lors, il n'y a plus eu de gelée significative et les cours mondiaux du café se sont effondrés. C'est alors l'anarchie qui règne sur le marché, car les quotas fixés par l'Organisation Internationale du Café ont été abandonnés.

Dans un ouvrage récent, nous avons analysé le même processus pour l'étain dont les cours sont tombés à des niveaux insignifiants (UMIZYIMANA, 1988). L'International Tin Council a, par sa politique de contingentement, permis le maintien des prix élevés, ce qui a eu pour conséquence l'exploitation des gisements auparavant non rentables (d'où augmentation de la production) alors que la cherté de l'étain poussait les consommateurs à lui trouver des substituts moins chers. L'effondrement des cours s'explique alors par ce déséquilibre croissant entre l'offre et la demande.

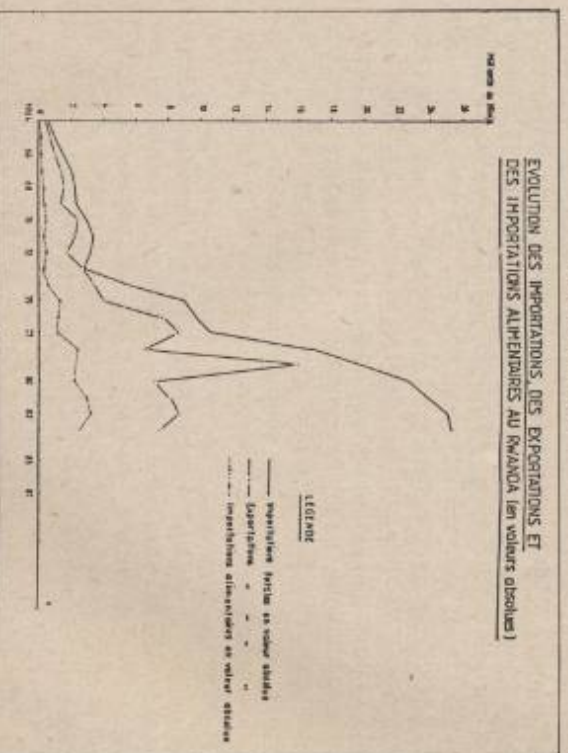
Avec la débacle de ces deux produits d'exportation, l'économie rwandaise a subi un sérieux coup de boutoir et les recettes d'exportation sont tombées au plus bas. Les réserves en devises se sont épuisées et les rumeurs de manipulation à ce niveau ne semblent pas fondées car il n'y avait pas grand chose dans la caisse.

POURTANT LE COMMERCE EXTERIEUR RWANDAIS
EST RESTE PEU REALISTE

Même s'il n'y a peut-être pas eu de malversations au niveau des devises, on ne peut s'empêcher de s'étonner devant le manque de vigilance de la part des responsables de notre politique économique extérieure, spécialement de la Banque Nationale du Rwanda qui nous a laissés vivre au dessus de nos moyens.

En effet, malgré de nombreuses sonnettes d'alarme auxquelles nous avons fait allusion, le déficit de la balance commerciale est allé en s'amplifiant. Le tableau No 2 est assez explicite à ce sujet car jusqu'en 1979, les exportations sont restées proches des importations. Depuis lors, le gouffre n'a pas cessé de se creuser alors que depuis 1980, les cours du café n'ont fait que tomber et depuis 1985, il n'y a pratiquement pas de cours de l'étain. Sans être économiste, on peut estimer qu'il n'y a pas beaucoup de logique dans cette opération, car nul n'est capable de dépenser pendant longtemps plus qu'il ne gagne.

Tableau No 2



Le plus désolant est que beaucoup d'articles chers importés ne profitent pas au plus grand nombre. C'est ainsi par exemple que les importations alimentaires ont connu une croissance phénoménale alors que le paysan rwandais n'a pas eu à sa disposition plus de haricots, de patates douces, de bananes, de sorgho... Force nous est alors de constater que toutes ces importations alimentaires, à l'exception peut-être du sel, ne servent qu'à une petite minorité privilégiée, vivant d'ailleurs dans les centres urbains. Les tentatives de restriction des importations ont été de par trop timides et n'ont eu aucun effet notable.

Pourtant, malgré cette politique économique assez peu prudente, la situation des réserves en devises était satisfaisante ces dernières années; si on en croit le document sur "l'Economie Rwandaise, 20 ans d'efforts", la dette extérieure étant restée dans des limites acceptables. Comment cela a-t-il été possible alors que nous venons de voir que la balance commerciale était constamment déficitaire ? C'est évidemment grâce à l'aide extérieure sous toutes ses formes (projets de développement bi ou multilatéraux, ONG...) que le pays a pu maintenir son rythme d'importations. C'est justement là que réside le danger car en habituant les gens à vivre au dessus de leurs moyens, tôt ou tard il faudra payer et c'est là que le F.M.I. intervient. Disons pour faire bonne mesure que ce n'est pas spécifique au Rwanda car tous les pays du Tiers-Monde sont dans la même situation mais ce n'est pas une raison pour ne pas chercher d'autres alternatives.

Jusqu'à présent, le Rwanda faisait partie des quelques pays africains qui avaient pu échapper plus ou moins à la botte du F.M.I. et à son détestable train de mesures. Mais la baisse spectaculaire des cours de ses principaux produits d'exportation a aggravé le déficit chronique de sa balance commerciale et les recettes d'exportation

se sont réduites comme une peau de chagrin. Il lui faudra sans doute passer sous le joug du F.M.I. Mais quelle est la nature de ce joug ?

LE F.M.I. ET LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT STRUCTURELLE

L'article no 1 des statuts du Fonds Monétaire International précise sa principale mission, ainsi que le cadre dans lequel il devra agir car, "dans toutes ses politiques et décisions, le Fonds s'inspirera des buts énoncés" dans cet article. Il n'est donc pas inutile de reproduire in extenso le contenu de cet article car il est vraiment explicite.

"Les buts de Fonds Monétaire International sont les suivants :

- O Promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux;
- O Faciliter l'extension et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel, et au développement des ressources productives : objectifs premiers de la politique économique;
- O Promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les membres des dispositions de changes ordonnées et éviter les dépréciations concurrentielles des changes;
- O Aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les membres, et éliminer les restrictions de

change qui entravent le développement du commerce mondial;

- O Donner confiance aux membres, en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leurs balances de paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale;

- O Conformément à ce qui précède, abréger la durée et réduire l'ampleur des déséquilibres des balances de paiements des membres".

(Cité d'après COMELIAU C., 1986).

L'INEVITABLE ENDETTEMENT

Il est donc clair qu'au départ les institutions de Bretton-Woods (F.M.I., Banque Mondiale) ont été mises sur pied pour "promouvoir la coopération monétaire et les échanges commerciaux dans le monde, en veillant à l'équilibre des balances de paiements, à la coordination des politiques de change et, somme toute, au maintien de l'ordre économique international (qu'il ne faut évidemment pas confondre avec la promotion du "Nouvel Ordre Economique International"). Ce n'est donc pas le rôle du F.M.I. de se demander si cet ordre existant est équitable ou non" (COMELIAU, 1986).

Ainsi le développement des pays membres (surtout les moins favorisés) dans ses diverses composantes, sociale, économique et culturelle, est le dernier des soucis du F.M.I. et de la Banque Mondiale, pourvu que ces pays participent aux

échanges internationaux, même si c'est aux dépens de leur développement réel. Seulement pour promouvoir et diversifier leurs exportations, les pays pauvres ont dû s'endetter alors que leurs balances de paiements affichaient des déficits sans cesse croissants, suite à la chute des cours des matières premières. Comme ils n'ont plus de devises, ils ne peuvent plus rien importer, ni payer leurs dettes, et pour pouvoir subsister, ils sont obligés de solliciter le "secours" du F.M.I.



C'est aller en fait de Charybde en Scylla car les médications du Fonds ne font que rendre plus dure l'agonie du malade. D'ailleurs, elles sont les mêmes pour tous les pays et elles n'ont qu'un objectif, faire payer la dette extérieure par une restriction de la consommation intérieure et par une politique d'exportation à tout prix.

Moyennant un apport des ressources en devises, le F.M.I. impose une politique économique destinée à "réaliser l'ajustement structurel des économies nationales aux nouvelles conditions de l'économie mondiale. D'abord en résorbant les principaux déséquilibres : les pays endettés vivent

au dessus de leurs moyens, ils doivent réduire leurs déficits externes et internes.

O Déficit de balances des paiements : en dévaluant leur monnaie, en réduisant leurs importations au minimum incompressible, en réorientant au maximum leur appareil productif vers l'exportation sur les marchés mondiaux.

O Déficit des finances publiques : en accroissant la pression fiscale et les tarifs des entreprises publiques, en réduisant autant que possible l'emploi et les salaires dans la fonction publique, ainsi que les subventions.

Mais les exigences des organismes internationaux s'étendent bientôt au-delà de la réduction des déséquilibres. Au nom de la philosophie libérale qui domine leurs conceptions économiques, les pays industrialisés et les organisations financières internationales exigent la réduction au minimum du rôle économique de l'Etat et le respect scrupuleux des seuls critères du marché dans la mise en oeuvre des politiques économiques.

L'efficacité par rapport à ces indicateurs du marché devient ainsi la référence unique des décisions publiques et privées, au mépris de toute autre considération d'équité sociale ou d'autonomie nationale..." (COMELLAU, 1988).

Cette citation est un peu longue mais elle me paraît indispensable car elle indique la voie que notre pays risque de prendre alors qu'elle a conduit d'autres pays à des impasses qu'ils quitteront difficilement.

Des rumeurs persistantes affirment que le Chef de l'Etat aurait repoussé les exigences

du F.M.I., ce qui justifierait l'hostilité des média belges ces derniers jours.

LES EFFETS DE LA POLITIQUE D'AJUSTEMENT STRUCTURELLE

La parabole de la peste prononcée par le Président mexicain LOPEZ PORTILLO le 1/9/1982 à l'adresse du F.M.I. et reproduit ici d'après Susan GEORGE (1988) est assez explicite des conséquences de la politique du F.M.I., si on excuse la verdeur du langage :

"La peste financière fait de plus en plus de ravages de par le monde. Comme au Moyen Age, elle fond sur un pays après l'autre. L'épidémie est transmise par les rats et a pour conséquences le chômage et la pauvreté, la faillite industrielle et l'enrichissement par le biais de la spéculation. A cela les sorciers recommandent un remède : le jeûne et le repos absolu. Ceux qui protestent doivent être purgés et ceux qui survivent doivent faire preuve de leur moralité face aux prédicateurs d'une doctrine dominante et démodée, dont l'égoïsme aveugle fait autorité".

Le président mexicain est on ne peut plus clair car il résume les nombreuses critiques qui ont été faites ultérieurement sur la politique d'ajustement structurelle du F.M.I., à savoir qu'elle conduit à l'appauvrissement, au chômage, à la faillite industrielle ainsi qu'aux nombreux troubles sociaux que ce processus engendre.

En effet, de nombreuses interrogations auxquelles le F.M.I. se garde de répondre - ses objectifs sont clairs - peuvent être posées. Le développement et l'insertion dans les échanges

mondiaux constituent-ils la seule voie de développement possible alors que le marché mondial est fondamentalement injuste puisqu'il est au service des plus forts ?

Les effets pervers d'une dévaluation sont-ils proportionnels aux avantages qu'on en attend ? Comment contrôler le risque d'inflation dû au surenchérissement des produits importés ? Est-il raisonnable de conseiller à tous les pays à la fois d'accroître les exportations et de comprimer les importations ? Comment évaluer les coûts sociaux de l'ajustement structurel qui pèsent surtout sur les plus faibles ? En tout cas, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est suicidaire pour un pays de vouloir appliquer à la lettre le diktat du F.M.I., surtout pour les pays aussi pauvres que le Rwanda.

Jusqu'à présent, nos dirigeants étaient parvenus à nous préserver des méfaits de l'ajustement structurel. Mais, même si au moment où nous rédigeons ce texte, l'accord entre le Rwanda et le F.M.I. n'est pas encore rendu public, de nombreux échos nous font penser qu'il ne saurait pas tarder à être conclu. La lutte est de par trop inégale. Que pourrait en être le contenu ? Que peuvent faire nos négociateurs ?

UNE MARGE DE MANOEUVRE RESTREINTE MAIS QU'ON PEUT TRANSPOSER EN ATOUT

Le train de mesures que le F.M.I. va chercher à imposer au Rwanda a été évoqué plus haut car elles sont les mêmes pour tous les pays : dévaluation, réduction des importations et priorité aux exportations, augmentation des impôts, suppression des subventions, compression des effectifs de la Fonction Publique, diminution des salaires...

Seulement, même si la marge de manoeuvre du Rwanda est limitée, il est des mesures que des dirigeants d'un pays ne peuvent accepter sans faillir à leur mission qui est de préserver les intérêts du plus grand nombre de ceux qui les ont mandatés. C'est pour cela que ces mêmes intérêts doivent être défendus envers et contre tout. Si des mesures doivent être prises, que ce soit au regard des seuls intérêts des Rwandais, et non sous l'effet des pressions du F.M.I. Ainsi, si dévaluation il doit y avoir, qu'on en ait au préalable mesuré les avantages et les coûts, notamment le fait que ce sont les plus faibles qui pâtissent le plus de cette mesure.

De même dans un pays comme le Rwanda et dans la conjoncture mondiale actuelle, est-il vraiment raisonnable de donner la priorité à la politique d'exportation à tout prix ? Il est vrai que les quelques pays qui ont pu décoller économiquement (Corée du Sud, Taiwan...) l'ont fait en s'intégrant aux courants d'échanges internationaux. Mais ils ont des atouts que nous n'avons pas et ils ne souffrent pas des mêmes handicaps que nous.

EVITER LES PIEGES

Au contraire beaucoup d'autres pays qui ont essayé de pratiquer cette politique ont abouti à des impasses et sont restés avec des économies extraverties, incapables de subvenir aux besoins essentiels des populations. Ils ont fini "par produire trop ce qu'ils ne consomment pas" et par consommer trop ce qu'ils ne produisent pas" (Susan GEORGE, 1988). Souvent ceux qui ils produisaient n'achètent plus ! A notre avis, le Rwanda devrait éviter cet écueil de se lancer dans une politique extravertie de production pour l'exportation à tout prix.

Par contre, la réduction des importations devrait être draconienne car les quelques devises disponibles ne doivent servir que dans l'importation des biens essentiels. L'importation de tout objet de luxe inaccessible au plus grand nombre doit être prohibée et pour cela le contrôle de la B.N.R. (Banque nationale du Rwanda) doit être plus rigoureux et plus transparent.

Quant à la diminution des effectifs de la Fonction Publique, la diminution des salaires, la suppression des subventions, ... on n'en parle même pas car ce sont des mesures dont l'exécution éventuelle relève de la souveraineté nationale qui n'est pas négociable, à moins que la conjoncture internationale actuelle ne nous ait vraiment mis à genoux !

VIVRE PROFONDEMENT LA CRISE

Toutefois, comme nous avons vécu pendant longtemps au dessus de nos moyens, il est des réformes qu'il sera inévitable d'effectuer et à notre avis, elles se situent au niveau des choix de politique de développement prioritaires, ainsi que des moyens à y consacrer. Le premier préalable sera d'abord de pratiquer une meilleure politique d'austérité en supprimant toutes les dépenses non essentielles.

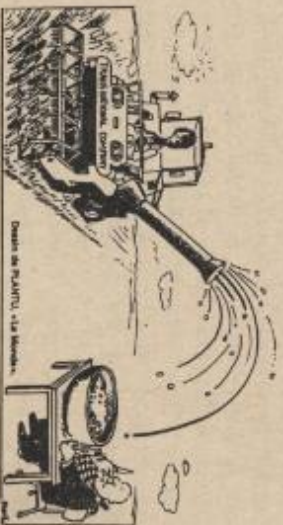
En effet, la Rwanda a pratiqué ces dernières années une politique d'"austérité" qui a permis d'amputer sur les différents budgets annuels plusieurs milliards de francs rwandais; en apparence, la gestion de la chose publique ne semble pas avoir connu le moindre ralentissement.

A mon sens, ce fait démontre que cette austérité n'est pas assez profonde car on n'a fait

que supprimer des gaspillages. C'est plutôt maintenant que la vraie politique d'austérité va commencer et il nous faudra éviter la tentation de faire peser tous les sacrifices sur les plus faibles.

Nous devrions alors commencer l'application des mesures d'austérité par en haut avec notamment une réduction drastique des avantages accordés aux cadres supérieurs du pays, avantages qui ne sont pas proportionnels aux moyens du pays. Le Chef de l'Etat vient d'ailleurs de donner un ordre dans ce sens-là.*

Une politique plus réaliste d'achat et de gestion des véhicules officiels devra être mise sur pied car jusqu'à présent, l'emploi de ces véhicules semble servir les intérêts des quelques particuliers plutôt que l'intérêt commun. Ils ne remplissent donc pas leur mission. C'est pour cela que leur nombre et leur luxe devraient être considérablement réduits. Mais que pourrait être la politique de développement la plus réaliste pour le Rwanda?



Donné de KAHU, 14 Mars 1990.

* Ndlr : L'article a été rédigé avant que le Comité Central et le Conseil du Gouvernement ne terminent leurs travaux sur "l'Analyse de la Situation Economique et des mesures de Redressement". En effet depuis le 12 décembre 1989 le pays s'est engagé dans cette voie d'austérité par une série de mesures relatives notamment à la réduction du déficit budgétaire et l'amélioration des équilibres financiers.

COMPTER SUR NOS PROPRES FORCES

Cette option n'est pas nouvelle mais il nous semble que le discours n'a pas été suivi par des actions vraiment concrètes et nous nous proposons de formuler quelques possibilités d'application.

Dans un précédent travail (UMIZEYIMANA, 1988), nous avons eu l'occasion de présenter notre point de vue sur les chances de développement du Rwanda, point de vue qui n'est évidemment pas apodictique mais auquel nous croyons fermement et qui peut servir de base aux discussions ultérieures. Comme Caton l'Ancien répétant son "Deianda est Carthago", nous en répéterons les principales idées que nous sommes d'ailleurs en train d'affiner en collaboration avec le MINAGRI.

Ces propos paraîtront sans doute assez peu réalistes à certains, à cause des faibles moyens dont dispose notre pays, mais nous sommes convaincu que ceux-ci peuvent être multipliés par un meilleur mobilisation des ressources disponibles et par un meilleur choix des options de développement, puisqu'on ne peut tout faire en même temps.

En plus, ces mêmes propos ne sont en rien novateurs puisque depuis 1973, le Chef de l'Etat ne cesse de répéter qu'il nous faut compter sur nos propres forces, que nous ne devons pas vivre au dessus de nos moyens... Les principes du M.R.N.D. (Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement) vont également dans le même sens. Il s'agit alors de voir comment les appliquer, comment faire concorder les discours aux actions.

En effet, contrairement aux opinions répandues, le Rwanda n'est pas aussi dépourvu de

moyens qu'on le pense; la preuve en est que malgré la crise mondiale actuelle, il est parvenu à se tirer d'affaires bien mieux que des voisins pourtant largement favorisés par la nature, et cela malgré une démographie galopante.

AGRICULTURE ET ELEVAGE :
LES DEUX MANELLES DU RWANDA

Justement la fin du 20^e siècle a déjà mis en évidence la faillite des options de développement basées sur l'exploitation à tout prix, parce que, ce faisant, on néglige l'essentiel qui est de permettre à tous les membres de la société de manger à leur faim. De même, tous les efforts d'industrialisation, surtout l'import-substitution, ont montré leurs limites car ils ont conduit à plus d'extraversion, d'où une vulnérabilité accrue face aux chocs d'origines externes.

Pour le Rwanda, cet effort d'industrialisation doit sans nul doute être poursuivi mais cette option ne doit en aucun cas être prioritaire étant donné la taille et la capacité du marché et le manque d'intégration régionale. Nous pensons alors que la seule voie raisonnable et à notre portée, reste un développement agricole autocentré parce que là au moins nous avons de sérieux atouts : climat dans l'ensemble favorable, sols fertiles, connaissances agronomiques séculaires, volonté farouche des Rwandais comparable au "struggle for life" des Britanniques.

A notre sens, une bonne politique de développement agricole reste le seul moyen d'utiliser à notre avantage l'épée de Damoclès que représente la croissance démographique, d'autant plus que la production d'un surplus d'origine agricole induit

la mise sur pied d'activités non agricoles (artisanat, services, agro-industries...)

COMMENT REALISER CE DEVELOPPEMENT AGRICOLE AUTOCENTRE ?

La réalisation de ce programme suppose l'application de deux principes de base. Il nous faudra d'abord produire pour nous avec des moyens que nous pouvons assimiler dans des délais raisonnables. Finis les mirages des haricots verts ou d'autres produits à exporter qui nous mettent à la merci des humeurs changeantes du consommateur occidental ! On continuera sans doute à produire du pyrèthre, du thé, du café, mais on ne leur consacra plus l'essentiel de nos moyens.

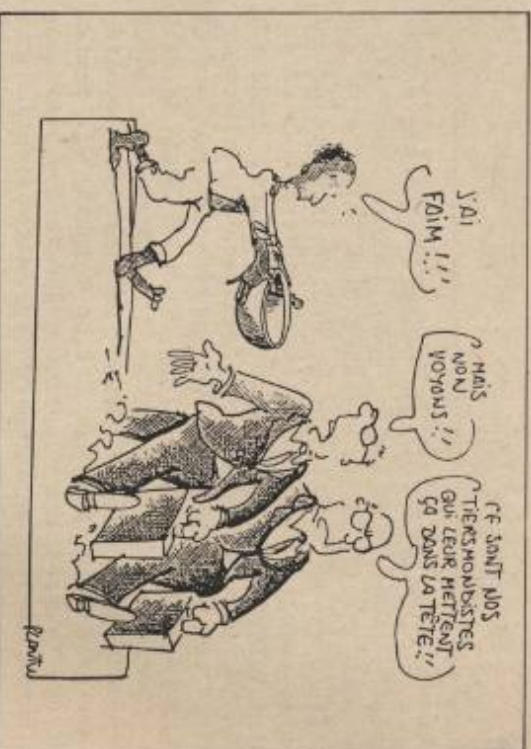
Une réforme de la formule actuelle des projets de développement rural sera mise sur pied, car jusqu'à présent, les effets bénéfiques escomptés d'eux s'éloignent à mesure qu'on s'en approche, comme des feux-follets, et pour cause: ils sont eux aussi en quelque sorte extravertis! Aussi toute politique de développement agricole s'attachera à produire pour la majorité des Rwandais autant que faire se pourra, par des moyens rwandais. Est-ce vraiment utopique ?

En second lieu, comme les moyens à notre disposition sont dramatiquement limités, nous ne pourrions pas tout faire en même temps et nous devons choisir nos vraies priorités et y consacrer l'essentiel de nos ressources, en supprimant toutes les dépenses non-essentiellees.

QUELQUES EXEMPLES DE DEPENSES NON-ESSENTIELLES

A ce propos, que ne pourrait-on dire de ces dépenses ostentatoires qui commencent à proliférer un peu partout et qui ne sont finalement que "des éléphants blancs" ? Est-ce vraiment judicieux de s'endetter pour construire l'Hôpital Payaï dont le Rwanda ne sera jamais capable d'assurer la gestion ?

De toute façon, comme médicament, il n'y a rien de tel qu'un bon repas et toutes les médecines sont inopérantes pour celui qui n'a rien mangé.



L'extension des Campus universitaires ou la construction de nouvelles Facultés sont-elles réellement une priorité alors que des compatriotes n'ont pas assez à manger ? Nous sommes d'avis qu'avec une organisation adéquate, les infrastructures existantes sont largement suffisantes. De toute

façon les autres universités ne sont pas plus étendues alors que le nombre d'étudiants est largement supérieur ! Le Chef de l'Etat lui-même a constaté, lors de sa visite à Mburabururo, que certaines dépenses étaient anormalement élevées !

Que dire de la construction de ces immeubles de Kigali dont le matériel importé épuise nos réserves et qui immobilisent des milliards, alors que tout juste à côté la vallée de la Nyabarongo ne trouve pas de financement ? Après tout les hommes d'affaires nationaux ont de grandes responsabilités envers la nation qui leur a permis de prospérer : ils devraient placer leurs avoirs dans des activités profitables au plus grand nombre et non dans des opérations spéculatrices.

REFORMER ENTIEREMENT L'ENSEIGNEMENT

Pourquoi ne pas songer à réformer entièrement notre système d'enseignement secondaire qui est arrivé à une impasse dont on ne voit pas l'issue, et de laquelle ne le sortiront certainement pas les demi-mesures actuellement prises ? En effet, notre système d'enseignement secondaire, pourtant le plus cher du monde, est également le plus mauvais, ce qui explique le branle-bas qui secoue le pays chaque été. A mon avis, l'Etat devrait se désengager de la gestion financière des écoles secondaires, celle-ci étant par exemple confiée à des associations de parents, à l'instar des écoles privées en passe de supplanter les écoles publiques en quantité - c'est déjà chose faite - mais aussi en qualité.

Le rôle de l'Etat se réduirait alors au maintien de la qualité de l'enseignement, d'autant plus que les écoles publiques vont bientôt coûter au moins aussi cher que les écoles privées !

Mais pour rester en accord avec les options fondamentales contenues dans notre Constitution issue des Révolutions de 1959 et de 1973, l'Etat devra mettre sur pied un fonds destiné à financer les frais d'enseignement des enfants pauvres. Il serait par exemple intégré dans le Fonds André Perraudin qui vient d'être créé.

Des mesures seraient alors prises pour garder notre enseignement secondaire non confessionnel car le désintéressement des religieux peut être souvent mis en doute. Une partie des ressources ainsi dégagées serait dans l'agriculture et on placerait l'autre partie dans l'enseignement primaire qui serait alors réellement "gratuit et obligatoire", comme le stipule notre Constitution qu'on ne serait plus obligé de violer.

En fait, les exemples sont nombreux où des dépenses considérables sont englouties dans des opérations sans intérêt véritable pour le pays. C'est pour cela qu'il nous semble urgent d'effectuer une redéfinition des plans d'actions en vue d'atteindre une certaine autosuffisance alimentaire qui ne serait plus un vain mot.

CHANGER DE POLITIQUE

N'est-il pas désolant pour nous autres, Rwandais, de voir notre pays régulièrement frappé par ces déficits agricoles qui se traduisent par des disettes parfois dramatiques dans certaines régions ? Les ressources récupérées par un meilleur choix des options de développement seraient alors investies dans une politique de développement agricole autocentré, la seule capable, à notre avis, de permettre au Rwanda de relever les défis du 20e siècle dans une position confortable.

Cette politique serait axée sur l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu pour la production des engrais azotés, et un important contingent d'étudiants rwandais devrait être envoyé d'urgence à l'étranger pour se familiariser avec l'exploitation du gaz et des engrais.

Il y aurait ensuite l'exploitation rationnelle et autocentrée de nos marais, l'intégration des masses paysannes dans le processus de production agricole destinée à élaborer les meilleures techniques de production et à les diffuser, la constitution d'un stock stratégique suffisant pour nous prémunir contre les accidents de production car, comme la police qui arrive toujours après le crime au lieu de l'empêcher, les secours alimentaires étrangers arrivent chaque fois quand la disette est déjà absorbée; elle ne sert alors qu'à enrichir les spéculateurs.

Une réforme institutionnelle est également indispensable, en faisant notamment du MINAGRI une sorte de Super Ministère auquel on donnerait des moyens et le soutien politique nécessaire pour conduire et exécuter ce programme. Les modalités d'application de cette politique seraient évidemment à préciser et nous sommes en train d'y travailler avec l'aide du MINAGRI.

CONCLUSION

Telles sont, à notre avis, les réformes structurelles dont notre pays a besoin, au lieu et en place des médications du F.M.I. qui tuent le malade au lieu de le guérir. Elles exigent un courage politique soutenu ainsi qu'une volonté et une abnégation sans précédent. Mais ces qualités ne sont-elles pas communes chez nous ?

Bibliographie sommaire

- | | |
|-----------------|--|
| COMELIAU C., | Ajustement structurel et développement, Commissariat Général du Plan, Paris, 1988. |
| COMELIAU C., | Ajustement Structurel et Développement : Contradiction inévitable? Commissariat Général du Plan, Paris, 1989. |
| COURADE G., | Problèmes de l'alimentation et de la Production agricole, Louvain-la-Neuve, CIDEF, 1989. |
| DEBUIST F., | Principes généraux de développement intégré : approche générale, Louvain-la-Neuve, CIDEF, 1989. |
| GEORGE S., | Jusqu'au cou. Enquête sur la dette du Tiers-Monde, Ed. La Découverte, Paris, 1988, 407 pages. |
| UWIZEYIMANA L., | L'exploitation minière au Rwanda: d'une exploitation marginale à l'effondrement, CRET, Coll. Pays enclavés, No 1, Université de Bordeaux III, 1988, 205 pages. |
| UWIZEYIMANA L., | Croissance démographique et production agricole au Rwanda: impossible adéquation ?, Louvain-la-Neuve, CIDEF, 1989. |

LE BRÉSIL LE PAYS EN BREF



UN PROBLÈME CENTRAL: LA TERRE!

La réalité rurale en quelques chiffres:
Le Brésil est le 3ème exportateur mondial de produits alimentaires tels que le soja pour le bétail des pays riches, mais 40 millions de Brésiliens souffrent de malnutrition.

342 familles possèdent 47,5 millions d'hectares.
2,5 millions de petits propriétaires possèdent 42,5 millions d'hectares.

12 millions de familles n'ont pas de terres.

Répartition des revenus des agriculteurs:

les 50 % les plus pauvres:
en 1970, 22,4 %
en 1980, 14,9 %
les 1 % les plus riches:
en 1970, 10,5 %
en 1980, 29,3 %

QUELQUES INFORMATIONS EN CHIFFRES...

- Taux de croissance démographique: 2,5 % l'an
- Population urbaine: 70 %; rurale: 30 %; en 1984: 47 % des jeunes physiquement incapables au service militaire
- PIB par habitant: 220 dollars (1981); il a augmenté de 4 % en 1984
- Production (1980): agriculture 37 %, industrie 20 %, autres 43 %
- Part des salaires ouvriers dans les coûts de production: 1980: 10 %, 1974: 8 %
- 64 % des Brésiliens sont sans emploi ou gagnent moins que le salaire minimum légal
- Les multinationales contrôlent: 69 % de l'industrie automobile, 86 % de l'informatic, 80 % de la chimie, 66 % des textiles. Pays principaux: EU (32 % des investissements), RFA, Japon, Suisse, Grande-Bretagne, Canada
- Les 8 % les plus riches consomment 82 % de ce qui est vendu dans le pays; les 8 % les plus pauvres seulement 0,05 % !

Eglise d'ici et d'ailleurs



Mgr Thaddée NTHINYURWA, évêque de Cyanguu, a eu l'occasion d'effectuer un voyage au Brésil. Voici quelques impressions de ce voyage, impressions qu'il a bien voulu confier à DIALOGUE.

VOYAGE AU BRÉSIL

DIALOGUE : Mgr, nous avons appris que vous êtes allé en juillet-août dernier au Brésil. Nous voudrions vous demander de nous dire pourquoi et quelles furent vos premières impressions ?

Mgr : La réponse est simple : je ne comptais jamais visiter le continent américain. Mais quand une invitation m'a été faite pour aller au pays de la Teologia de Libertação, il fallait sauter sur l'occasion sans hésiter.

En débarquant dans l'immense aéroport de Rio de Galeao, on est frappé par sa grandeur et sa beauté. En face ce sont les immeubles de la ville de Rio de Janeiro, immeubles brillants en forme d'immenses boîtes d'allumettes s'enfonçant au milieu des collines qui forment des motifs embellissant toute la ville.

Sur les routes beaucoup de voitures passent et des foules nombreuses, au pas toujours pressé, circulent sur les grandes places. Ces impressions augmentent ou diminuent selon qu'on est dans une grande ou une petite ville. Cependant n'ayons pas l'impression d'être perdus, les foules brésiliennes sont communicatives. Dans les grandes villes c'est la richesse, tandis que dans les petites villes c'est plutôt la pauvreté. Ceci est accentuée au nord du pays où le sol est pauvre et aride (villes de Cratens, Joao Pessoa).

D : Au delà des premières impressions, d'autres choses vous ont elles frappé ?

MGR : Aux impressions générales succède le contraste. Derrière la grandeur prestigieuse de la ville sont cachés les bidonvilles. Aux coins des buildings dorment des sans-logis; plus loin des chiens et des chats... et les noirs remuent des déchets pour y puiser de quoi se nourrir. On cotoie donc continuellement la richesse et la pauvreté, l'opulence et la misère. Le contraste est souligné par la plainte des paysans qui réclament la réforme agraire dans un pays de 8,5 millions de km² et d'une population de 147 millions d'habitants.

C'est que les grands propriétaires terriens arrachent les champs fertiles aux paysans et créent des domaines bien clôturés où broutent des boeufs et des chevaux. Et gare au paysan qui voudrait y revenir, car les gardiens sont bien armés !

Les pauvres paysans s'entassent en de petites masures le long des routes (invasion des terres) en attendant que la police vienne détruire ces logis au cas où un prêtre, une soeur, un avocat du peuple ne les défend pour remettre à plus tard la destruction.

Les bidonvilles aussi ont leurs beautés et leurs différences. Ceux du nord sont dans un état plus lamentable que ceux du sud. Evidemment aussi les

gens qui les habitent ont des niveaux de vie différents : la proximité d'une ville riche offre du travail, celle d'une ville pauvre, la misère.

D : Lors de votre séjour au Brésil, avez-vous assisté à des événements importants ?

MGR : Un événement marquant, oui. Du 11 au 14 juillet l'Eglise du Brésil a fait une grande célébration de l'existence de la pastorale au moyen des Communautés Ecclésiales de Base (C.E.B.) commencées en 1964. La réalité que renferme cette appellation de Communautés Ecclésiales de Base n'est pas tout à fait ce que l'on peut constater sur place.

L'option préférentielle pour les pauvres vient de la décision de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil d'organiser la pastorale au moyen des C.E.B. Elles ne sont pas l'émanation du peuple, mais toujours nées après une sensibilisation du peuple à sa frustration de liberté et de justice.

En 25 années de travail on n'a pas encore réussi à aller d'une Eglise monarchique à une Eglise démocratique, on est encore au stade d'une Eglise oligarchique, c'est-à-dire que les chefs des communautés travaillent encore avec des méthodes traditionnelles et autoritaires. Il faut encore faire un grand pas pour laisser le peuple participer aux décisions de toute la famille.

D : Mais qu'est-ce qui vous a le plus étonné au cours de cette assemblée ?

MGR : Dans la célébration du 11 au 14 juillet, on croyait être plutôt dans une assemblée politique que pastorale. C'était souvent "libération", "réforme agraire"... mais toujours après la lecture de la Bible. Je crois qu'ici les Français donnent la réponse : "ventre affamé n'a point d'oreilles".

Pour prêcher à ce peuple l'Evangile, il ne faut pas ignorer son milieu de pauvreté, d'injustice, de souffrance, il faut marcher avec lui dans ses efforts de lutte pour une vie meilleure.

Il semble que la participation des chrétiens aux C.E.B., au Brésil, se situe entre 10 et 15 %. La voix de ceux qui sont dans les C.E.B., pour la justice et la liberté, est comme une goutte dans l'océan. Elle semble insignifiante et même si cela représentait un certain danger, la police est là pour intervenir. Et même avant la police, quelques grands ecclésiastiques critiquent beaucoup le travail des diocèses qui utilisent les communautés de base.

Mais n'empêche qu'ils sont décidés à travailler pour le peuple, nonobstant ceux qui croient que l'édifice est sapé à la base et dénoncent les "ma-fauteurs". Oui, telle est la situation, puisque sur les 275 diocèses que compte le Brésil, seule une centaine est vraiment engagée dans la pastorale des C.E.B.

Il faut le reconnaître, même si elles ne sont pas l'émanation du peuple, les communautés travaillent et sont déjà arrivées à beaucoup de choses : de leur rassemblement à la fondation d'un Parti qui défend le peuple, il y a tout de même un grand pas.

D : Vous avez aussi voyagé à travers le Brésil. Quelle image en avez-vous retenue du prêtre ?

MGR : Quelques diocèses du Brésil font des recherches pour une nouvelle image du prêtre près des gens. Ce qui m'a frappé, c'est l'expérience commencée avec des jeunes gens de milieux paysans âgés de 20 à 40 ans et n'ayant souvent comme bagage intellectuel que les études du niveau primaire. Leur formation s'étend sur 8 ans d'après le programme suivant :

- Les deux premières années :
 - apprendre à lire et à écrire correctement le portugais,
 - lire et comprendre un texte,
 - apprendre à prier.

- Les 4 années suivantes : études de théologie pratique en groupe de 5 ou 6 séminaristes dans un centre de formation, dans un village de paysans.

- Le matin : travail manuel de 4 heures;
- l'après-midi : visite des gens et discussion d'un thème préparé en groupe;
- le soir : étude et synthèse commune du travail fait pendant la journée avec les gens; homélie sur le même thème.

A la fin de la 3^e semaine du mois c'est la visite d'un professeur pour corriger le travail et lancer le thème suivant. Durant 4 ans on étudiera suivant cette méthode expérimentale les 60 thèmes de théologie déjà élaborés; à chaque année correspondent 15 thèmes.

- Les 7 et 8^e années se passent en stage, toujours en groupe, dans une paroisse.

Cette méthode a l'avantage de former les prêtres sans les déraciner du milieu d'origine. Ils ne diffèrent en rien des paysans, ils vivent les mêmes problèmes et comme eux ils travaillent pour vivre. Les diocèses qui ont lancé cette expérience l'appliquent aussi à la formation des filles "missionnaires" qui consacrent leur vie à la transmission de la catéchèse ou qui veulent éventuellement entrer dans une congrégation travaillant en milieu rural. Les séminaristes émanent d'une dizaine de diocèses sur les 275 que compte tout le Brésil.

D : Outre les prêtres, d'autres personnes travaillent-elles pour une nouvelle image de l'Eglise au Brésil ?

Dans son effort pour s'approcher du peuple, l'Eglise fait un travail très intéressant dans les quartiers populaires. Des communautés de soeurs que l'on connaissait autrefois dans les milieux stylés de bourgeois sont maintenant descendues au niveau des pauvres. Leurs maisons de communautés sont à la taille des bidonvilles et elles partagent la vie du quartier. Les soeurs ou les prêtres travaillent et prient avec les petites gens du matin au soir. Je pense surtout à une communauté des Chanoinesses de St Augustin de la banlieue de Sao Paulo, des Soeurs Noires de Salvador, des Soeurs du Sacré Coeur de Campinas Grande qui rappellent vraiment le travail du levain dans la pâte.

D : Au point de vue politique, avez-vous quelque chose à ajouter ?

MGR : Au Brésil on nous a dit que 20 % de la population ont le pouvoir politique et économique. L'armée est aux ordres de ceux qui détiennent le pouvoir. Ces politiciens, je n'en ai pas vu dans la rue et je ne suis pas allé dans leurs palais, mais leur image est symbolisée par les latifundia et les pancartes affichées un peu partout parce que c'était la préparation des législatives. Les patrons sont terribles. Ils arrachent tout : le pain aux pauvres, mais aussi les voix au moyen desquelles ils vont encore opprimer le même pauvre, leur électeur.

D : On sait qu'au Brésil, 12 millions de paysans sont sans terre, les riches sont pourtant eux aussi chrétiens. Il y a d'autres situations de misère et d'injustice. Comment la foi n'intervient-elle pas pour préparer le Brésil de demain ?

MGR : Le même riche a et les terres et la politique, et se sert d'une armée de façade pour opprimer le

peuple, ou même forme sa milice privée avec les armes les plus perfectionnées. C'est comme les commerçants des grandes villes qui organisent eux aussi leur défense en dressant une liste des voleurs à faire abattre par des tueurs à gage (la ville de Sao Paulo compte 8 tués par jour).

Dans tout le Brésil, huit millions d'enfants dans la rue risquent d'être tués s'ils sont attrapés en flagrant délit de vol, ou tuent eux-mêmes s'ils sont plus forts que celui qui les poursuit. Les Indiens et les Africains, au bas de l'échelle sociale, crient liberté culturelle et égalité sociale.

Mais quand tous ceux-ci auront-ils la paix digne d'un peuple ? Une personne expérimentée m'a répondu que les grands sont tellement agressifs qu'ils en sont arrivés à se tuer entre eux, même en assemblée politique. Etant une vraie production voulue de quelques familles de l'Europe, la plupart n'ont pas d'enfants. Il est possible alors qu'ils disparaissent petit à petit, laissant place à une petite bourgeoisie qui organisera la vie avec le peuple.

Quant à l'Eglise catholique, elle est face à un défi : - ou elle mène une pastorale commune pour les pauvres et alors elle sera promotrice d'une société plus juste; - ou elle reste sur ses positions traditionnelles, et alors elle risque d'être évincée par deux autres courants, l'un pentecôtiste et l'autre afro-américain; elle ne sera alors qu'une petite minorité inspirée par la spiritualité charismatique.

Espérons qu'elle fasse la bonne option. Ce sera alors le commencement de la fin de la société actuelle, et le début d'une société plus juste. Espérons que la situation se décantera en faveur de jours beaucoup moins sombres.

D : Monseigneur, une dernière question : avez-vous senti au cours de votre voyage, une attente des noirs brésiliens face à leur continent d'origine : l'Afrique ?

Mgr : Oui, les Noirs brésiliens attendent de l'Afrique de les aider à retrouver leur identité culturelle et de les éclairer par leur expérience de la justice sociale et politique.

Les religions africaines au Brésil rassemblent un nombre important d'adeptes mais il est à noter qu'être membre d'une religion africaine n'exclut pas l'appartenance à une Eglise chrétienne. Ils savent comment passer de l'une à l'autre ou comment vivre les deux à la fois.

Ce qu'ils attendent aussi de l'Afrique, c'est de leur permettre de mieux connaître leurs origines géographiques, culturelles et ethniques. Mais il semble que ces recherches historiques - de quelques intellectuels - sont fort difficiles, voire impossibles, puisque les documents de la traite ont été détruits aux époques de libération des Noirs brésiliens. Les Noirs qui ont plus de moyens complètent leurs recherches par la visite de pays africains lusophones. Mais ici aussi il y a un sérieux handicap car leurs arrière-grands-parents n'ont pas parlé portugais. L'identité culturelle est ainsi privée de l'outil important qu'est la langue. Finalement, ces attentes culturelles risquent de rester à jamais inassouvies.

Quant à ce qui concerne l'expérience de la justice sociale et politique, les Noirs brésiliens sont émerveillés à l'idée de savoir que les pays africains sont exclusivement gouvernés par des Noirs. Ils sont médusés quand ils apprennent que dans un pays on habite dans le champ de son père, de ses grands-parents sans en être arbitrairement chassé.

HOMMAGE

L'ABBE SYLVESTRE NDEKEZI



Dans l'avant-midi du 4/3/1989, à l'Hôpital de Ruhengeri, à l'âge de 62 ans, s'éteignait le regretté Monsieur l'Abbé Sylvestre NDEKEZI. Dans son oraison funèbre en la cathédrale de Nyundo, Monseigneur Wenceslas KALIBUSHI a rappelé les nombreux mérites du défunt. Par ailleurs, dans son numéro no 1294, le Kinyamateka a tracé les grandes lignes de son curriculum vitae.

Quant à moi, qu'il me soit seulement permis d'évoquer ici un petit moment d'une si longue période caractérisée par des actions visant principalement au bien-être des hommes les plus socialement défavorisés dans un pays où le développement intégral de chacun de ses fils et filles est la priorité de la politique nationale.

● AU SERVICE DES ABATWA

Qui sont ces hommes qui ont fait l'objet des préoccupations majeures de feu NDEKEZI, un

homme pas comme les autres hommes ? Ce sont les Abatwa. Ces hommes que leurs compatriotes, par mauvaise foi ou par ignorance, prennent pour des proscrits, vils, inintelligents, bouffons, naïfs, destinés à une prochaine disparition; ce sont ceux-là que le regretté Sylvestre Ndekezi avait placés au centre de ses recherches, de ses multiples interrogations, en vue d'arriver à tout prix à une solution satisfaisante pour leur avenir.

Pour ce faire, il les a approchés afin d'explorer leur monde "sauvage" que les Abanyarwanda "civilisés" répugnent. Il était parvenu à se familiariser avec ces "primitifs" pour découvrir le présumé "archaïsme" de leur vie quotidienne au dire des Abanyarwanda "modernes".

Identifier la profondeur de leur comportement, de leurs attitudes, mesurer la richesse de leur culture, telle était la voie choisie par l'abbé Sylvestre Ndekezi, pour rendre justice à ces oubliés d'une histoire qui les a écartés, malgré les clichés qui les consacrent comme étant ses pionniers.

Cette voie ne fut pas faussée car elle conduisit l'abbé Sylvestre Ndekezi tout droit vers son noble but, à savoir la découverte des causes de la marginalisation de cette minorité. Cette marginalisation est une conséquence immédiate d'une vie matérielle marquée profondément par une pauvreté extrême, issue d'une dépossession totale de moyens de production de base.

Par contre, la vie spirituelle de ce groupe ethnique est caractérisée par une sincérité sans reproche, une volonté effrénée pour la droiture, une harmonie familiale sans pareille, une résignation sans révolte face aux injustices dont ils sont l'objet, en toute conscience.

Devant une telle situation, l'abbé Sylvestre Ndekezi, à la manière de tout bon pasteur n'a pas tardé à chercher partout les voies et moyens susceptibles de pourvoir à la promotion sociale d'un groupe ethnique, ayant le droit naturel de jouir des droits de l'homme, au même titre que les deux autres groupes ethniques Abahutu et Abatutsi.

En conséquence, il entreprit des actions humanitaires concrètes pour sortir les Abatwa de la misère criante qui n'avait que trop duré depuis des temps historiques réculés. Puisque le regretté Sylvestre Ndekezi avait pu se rendre compte des grands besoins des Abatwa, la priorité fut mise sur les plus urgents vu le peu d'aide qu'il recevait. Aussi songea-t-il à les doter d'abord d'habitations, modestes certes, mais avec un équipement ménager de base, des installations sanitaires. Il distribua à chaque ménage une parcelle d'exploitation agricole, tout en ne cessant de donner des aliments dans les période de soudure; une campagne d'alphabétisation fut entreprise pour une conscientisation aux multiples problèmes de leur avenir, et j'en passe...

Bref, les listères de Gishwati ont actuellement une image à travers laquelle ce réel apôtre du Christ s'immortalisera à jamais. Il va sans dire que ce que je présente n'est qu'un petit aperçu de la gigantesque entreprise de l'abbé Sylvestre pour la promotion sociale des Abatwa.

Il a vécu. Dieu ait son âme. La balle est dans notre camp à nous tous Rwandais conscients de la mission de tout humain digne de son nom. L'exemple est devant nos yeux.

David NGIRINSHUTI.

KINSHASA

Persone ou presque ne descend de l'avion, mais beaucoup désirent monter. On se bouscule autour de la passerelle. Des religieuses se faufilent dans le couloir et s'affalent sur leur siège. Ma voisine ouvre la Bible, sa compagne son bréviaire. On retarde sa montre et on file vers le Nord.

DOUALA

Au commissariat de l'aéroport pour obtenir un visa de transit. Il faut faire antichambre devant le bureau du jeune commissaire en bras de chemise. Bousculade devant sa porte vitrée. Un groupe de touristes européens, rougauds et mal fagotés, prièrent à son endroit quelques grossièretés. Dans leur langue évidemment ! Mais quelle dignité émane de ce couple américain qui ne fait transparaître aucun signe d'impatience alors que le fonctionnaire n'en finit pas de perdre et de retrouver ses papiers.

Au bureau de la Compagnie, il faut parler haut et fort pour faire valoir ses droits à l'Hôtel de transit. Je suis tout de suite adopté par un petit clan de Centrafricains qui partagent mon problème. Nous formons désormais un groupe uni jusqu'à Bangui. Parmi nous, Primate, un petit bonhomme de trois ans qui, la veille, à Bujumbura, eut la faveur de se laisser embrasser par un Cardinal, béninois comme son père. L'Eglise prend racine dans la famille africaine.



Le Père Guy MUSY qui fut longtemps secrétaire de rédaction de la revue DIALOGUE, nous livre ici des réflexions de voyage, voyage effectué à son départ du Rwanda.

ESCALE A BANGUI-JOURNAL DE VOYAGE - FEVRIER 1989

BUJUMBURA, 8 FEVRIER 1989

La CAMAIR nous emporte vers l'Ouest. Une brochette d'évêques et de supérieurs généraux convergent gravement. Le journaliste catholique, Jean Gabel, disait : "Le moteur de l'Eglise ne tourne pas à l'eau bénite" Dommage ! Tout près, un bambin joue avec sa maman et met de la fantaisie dans la conférence des prélats "Si vous ne ressemblez à de petits enfants..."

ST MICHEL DE BANGUI

Les cloches de St Michel se mettent en branle à 5h.30. La messe suit de peu, célébrée en sango, bien entendu. Dans la matinée, j'explore le fameux "km 5", marché ruissant qui se développe sur les deux côtés d'une longue avenue. Les Arabes et les Sénégalais sont les maîtres des lieux.

Deux grandes mosquées dressent fièrement leurs minarets dans le ciel gris de cette fin de saison sèche. La petite église, sans prêtre résident, est perdue dans le paysage. Mais ce vendredi de Carême elle regorge de fidèles qui prient un long chemin de croix. Avec une bruyante ferveur.

Ce dimanche encore, l'Eglise ne peut contenir tous ceux et celles qui participent à la messe. Le dernier curé a adopté avec beaucoup d'intelligence et de liberté le "rite zairois". La liturgie, dite bénite. Acolytes, chanteurs, danseuses, lecteurs, sont légion. Le célébrant invité n'a qu'à se laisser porter par le mouvement. Très ému par le rite de confession et d'absolution. Sans parler de la collecte qui se fait en procession et sur un pas de danse...

Pourtant, je perçois un problème pastoral : beaucoup de baptêmes, mais peu ou pas de mariages au cours de l'année. Ce sacrement serait-il devenu celui des "cheveux blancs" ? A-t-on placé trop haute la barre qui lui donne accès ? Il ne me semble pas que la communion souffre d'autant de préventions. En dépit de la formule liturgique, personne ne se sent trop indigne pour s'y présenter.

CE SOL EST SAINT

Au contact d'une autre culture, des textes remontent en mémoire : cette phrase du Fr. Damian Byrne, Maître Général des Dominicains : "Notre premier souci lorsque nous voulons approcher d'autres cultures, d'autres peuples, d'autres religions, est de quitter nos chaussures, comme Moïse devant le buisson ardent, parce que le sol que nous foulons est saint. Nous ne devons pas oublier que Dieu était là avant que nous arrivions. Dans le même sens, le titre du livre du P. Bernard Joinet, missionnaire en Tanzanie : "Les Africains m'ont libéré !" Il y a pas de mission à sens unique. C'est pour être lui-même libéré et évangélisé que le missionnaire part en Afrique ou... en Europe !

PETITES SOEURS

Trois jours avec les Petites Soeurs du Cœur de Jésus". Merveilleuse découverte. Un bourgeois africain de la grande famille du P. Charles de Foucauld prend forme ici. La fondation n'a que 13 ans. Novices, professes, soeurs formatrices : toutes sont africaines.

A quelques kilomètres du noviciat, une première fraternité, immergée dans un quartier témoin par la prière, le travail et l'entraide. La chapelle est un havre de paix et de fraîcheur. A travers de fines verrières, un mur blanc laisse filtrer des faiscieux colorés. Au dessus de l'autel, un Christ "noir" vous provoque. Vu de loin, le crucifié ressemble à un enfant.

Un prêtre me parle d'un confrère universitaire qui a refusé une chaire parisienne renommée pour se mettre au service des pauvres en Haïti. Je me dis qu'il est plus facile de renoncer aux honneurs et à la richesse, après en avoir goûté, que d'éloigner des pauvres les perspectives fascinantes du bien-être. En d'autres termes, il est plus difficile au pauvre d'accepter sa pauvreté qu'au riche de renoncer à son opulence. Il n'est pas certain que le chemin suivi par François d'Assise ou Charles de Foucauld - vicomte et marchand convertis - soit un exemple à proposer aux paysans et paysannes d'Afrique.

IMPASSE

Je me laisse conduire au hasard d'un chemin rectiligne qui passe au travers des concessions. Une forêt de manguiers pousse sur cette plaine sablonneuse. Après une heure de marche, la route cesse d'être carrossable. Le chemin aboutit au garage d'une villa. Le jardinier vient causer. Je suis chez un "secrétaire général". On m'explique que toute la zone est peuplée de personnes déplacées du fait de l'aménagement des routes de la capitale. Heureux pays qui dispose encore de zones vierges pour y recaser ses expropriés !

CANNIBALISER

Chaque pays a son argot pour désigner la corruption de fonctionnaires. Le mot "ruswa" n'existe pas en "sango", mais bien la réalité, semble-t-il. Ainsi, on disait à Bangui qu'un chauffeur de voiture s'était fait "cannibaliser" par

un policier ! La corruption aurait-elle des références gastronomiques ? Au Rwanda, on glisse son pouce sur la joue ou sur la gorge pour signifier que telle transaction pourrait être facilitée. En Suisse, on dirait "se faire graisser la patte". Ce langage est universel, la pratique aussi.

LE SOUCI DU SUPERFLU

Inscrit au calendrier, je lis le proverbe bambara : "Tu te fais du souci pour la tombe à creuser, et voilà que l'homme se noie dans le fleuve !" Sagesse africaine ! Jésus avait déjà dit : "à chaque jour suffit sa peine". Tu peux bien proposer, mais ce sont les événements qui te mènent. Entre le fatalisme qui conduit à la passivité et l'activisme que Guette l'échec il y a bien une voie moyenne : celle que choisit le croyant qui soumet ses choix et ses désirs au bon vouloir de Dieu.

Quant au superflu, je lis cette réflexion de Pierre Rabhi : "Le superflu est reconnaissable à ce qu'il se retourne contre vous en vous donnant l'illusion qu'il est à votre service. Le seul idéal a pour limite la nécessité. Au delà, commence l'avidité des gens qui ont peur, en même temps que les troubles de toute nature".

SENECE DE PRETRES

Le grand Séminaire de Bangui compte 70 séminaristes, tous africains, répandus dans des locaux qui viennent à peine de sortir de terre. Le corps professoral est international et intercongrégationnel. Mais déjà deux jeunes professeurs centrafricains annoncent la relève.

L'Eglise catholique presque centenaire ne compte pourtant qu'un demi-million de fidèles, dispersés dans un pays de 600.000 km². Un réseau de paroisses "couvre" l'ensemble du territoire. Mais que peut bien signifier cette "couverture" sur un lit si distendu ? Deux évêques sur sept sont originaires du pays.

Cette pensée du P. Libermann, fondateur des Spiritains qui furent les premiers prêtres au Centrafrique me vient à l'esprit : "Si vous n'avez pas l'esprit missionnaire, vous n'avez pas l'esprit sacerdotal". Les futurs prêtres centrafricains viendront-ils évangéliser l'Europe ?

UN PAYS SANS PERFUSSION

Un ami centrafricain me fait visiter Bangui. Le cœur de la ville est gros comme un mouchoir de poche. Vers lui convergent les artères qui remontent très haut vers le Nord. Il y a cent ans, Dollisie plantait le drapeau tricolore (français, on l'aura compris !) sur une berge de l'Oubangui. Non loin de là, on construira plus tard le fameux quadrilatère carcéral qui verra croulir et mourir les prisonniers de Bokassa.

A quelques encablures encore, voici le domaine historique de l'Eglise catholique. Dominant le fleuve bousculé par des rapides, se dresse la vénérable église St-Paul. Non loin, le cimetière où reposent des ouvriers apostoliques que les fièvres n'ont pas laissé vieillir. Voici encore l'archevêché, le petit séminaire, un collège qui fut autrefois celui des Frères Maristes et un lycée pour jeunes filles miraculeusement (?) échappé à une vague de sécularisation... Une Rome en miniature, comme les anciens missionnaires rêvaient d'en créer un peu partout...

Je me laisse emporter par la magie de l'histoire et la féerie du paysage. Mon ami me ramène à l'actualité et me donne un avis sans complaisance sur l'économie de son pays. Stagnation et absence d'impulsions. Les produits d'exportation ne se vendent plus; les salaires sont bloqués, le pouvoir d'achat ne cesse de chuter. Je suis étonné de constater que les marchés et les boutiques regorgent de produits de provenance camerounaise ou zairoise. D'où vient cette léthargie ?

Je tente de trouver une explication quand un klaxon strident nous invite impérieusement à nous garer contre le trottoir. Le cortège présidentiel passe à vive allure, ouvert par la voiture d'un officier français chargé de la sécurité. Mon camarade hausse les épaules et fait cette remarque désabusée : "Le pays est sous perfusion. Il n'y a qu'à se laisser vivre et... survivre". Dans les airs, le vrormbissement d'un mirage semble confirmer cette appréciation.

JE LES AIME POUR QU'ILS SE BATTENT

Le jeune évêque de Berberati, Jérôme Martin, semble confirmer les propos de mon ami : "Si seulement le monde d'ici prenait enfin son essor économique. Si nous pouvions faire autre chose que tendre la main toujours et toujours. Je sais bien qu'il y a, à notre stagnation, des causes locales. Mais je sais aussi qu'une partie d'entre elles est le résultat des faits extérieurs. Quel dynamisme vous-lez-vous attendre d'un homme qui s'échine toute une matinée au soleil, se fait dévorer par les fourmis en ramassant son café et voit moisir sa récolte que personne ne vient acheter ?

Je voudrais tellement qu'un jour - s'il vient jamais - où les conditions changeront, ce peuple soit prêt à saisir sa chance. Je me bats contre

moi et contre eux pour qu'ils cessent de tout attendre d'ailleurs, pour qu'ils sachent se battre aussi, pour qu'ils apprennent qu'on a rien sans rien.

De ce peuple, au milieu duquel je vis depuis tant d'années, je veux bien partager la nourriture et la langue, la pauvreté et la destinée incertaine, mais pas cette renommée d'incapacité congénitale à organiser la vie, mais pas cette réputation de passivité et de mendicité tous azimuts. Je les aime pour qu'ils se battent contre eux-mêmes, contre un monde qui les écrase, contre moi s'ils le doivent. Mais qu'ils ne se couchent pas, qu'ils choisissent un autre chemin que celui de l'assistance à vie".

(Peuples du Monde, juin 1987).

QUAND "RWANDA" RIME AVEC SIDA

Au bord du fleuve, autour d'un succulent poisson grillé. Meille Massou nous sert. Jeune élégante ses informations ? Une de ses parentes est rwandaise et répond au doux vocable d'Illuminata... Ce continent est un village.

Autour du bar, un groupe de médecins européens avaient des petits fours et sirotaient du Champagne tout en jetant un coup d'oeil distrayant à un film médical qui pourtant ne flatte pas l'appétit. Comme toutes les villes africaines, Bangui n'échappe pas aux parasitoses, à l'alcoolisme, aux maladies vénériennes et au Sida.

"TATARA"

Le Centre Jean XXIII organise de multiples sessions de formation pastorale pour prêtres et

laïcs. Cette institution avait beaucoup d'impact sur les étudiants qui éditaient ici la fameuse bande dessinée "TATARA". Tous les numéros n'eurent pas l'heur de plaire à la censure, en particulier le numéro qui dénonça vertement la corruption de fonctionnaires. D'autres événements entraînèrent des expulsions et même des arrestations.

UNE SURENCHERE DES COMMUNAUTÉS

Viste de la Communauté du "Lion de Juda et de l'Agneau Imolé". Lourds chantiers de briques et de béton qui s'allie mal à la légèreté du soufflé charismatique de ses occupants ! Ici, Rwanda ont débarqué à Bangui. Les derniers occupants doivent trouver leurs voies parmi les premiers. J'ai l'impression qu'il faut parfois jouer du coude. "Moi, je suis à Paul, moi à Appolos, moi à Cephas..." Et si nous étions tous au Christ ?

LES GODOBE

J'avais déjà repéré les enfants de la rue à l'aéroport. On les appelle ici "GODOBE". Je les retrouve "chez eux", avec Alain, prêtre belge, autrefois professeur au Rwanda, Emmanuel, volontaire français et Ludovic, maçon et menuisier centrafricain. Un préau, une maison de briques, un hangar : l'ensemble constitue la "cour aux cent métiers". Initiative originale : les animateurs n'accueillent qu'un groupe de 7 à 10 jeunes. Ils les initient à un métier : maçonnerie, menuiserie. L'apprentissage se poursuit sur un chantier ou dans une entreprise. On se chargera d'un autre groupe le jour où la formation du premier sera parvenue à terme.

Les jeunes sont externes, mais nourris sur place. Ce projet est celui d'ATD-Quart-Monde, fondé par le père Joseph qui disait : "rencontrer un enfant est toujours une fête offerte, une invitation à entrer dans la danse de la joie et de l'espérance". Ce sont de très petits pas, à peine visibles, mais finalement, plus efficaces que d'immenses projets tentaculaires et budgétivores.

Au sujet de cette expérience, je glane quelques réflexions du journal SONGO en date du 31 janvier 1989 : "La plupart de ces jeunes ont abandonné les études; ils ont été récupérés dans les rues en train de se livrer aux actes de vandalisme".

Je ne suis pas sûr que les animateurs du projet apprécieraient ce style. Ils disent au contraire que le contact avec les "Goudbe" leur a beaucoup appris sur une vie dominée par le courage et l'espoir. Leur méthode est beaucoup plus respectueuse que celle des journalistes qui affichaient dans le même journal (7 février 1989) une photo de 30 gamins de neuf ans, "rafles" par la police désireuse d'assurer "la sécurité du pays au moment où Bangui s'apprête à accueillir une Conférence des Chefs d'Etat". La légende portait ces mots : "les délinquants". Des gosses de 9 ans qui mettent en danger la sécurité des Présidents ? Allons donc !

UN ISLAM ACTIF ET CONQUÉRANT

Paradoxe : face à des structures chrétiennes fortes et diversifiées, l'Islam paraît actif et conquérant. Les "Sénégalais" sont riches; ils achètent des concessions dans les quartiers où ils n'étaient pas présents, séduisent l'entourage par leur réussite économique et épousent les filles du pays. Tout naturellement, ils se font choisir comme "chefs de quartier". (De mauvaises langues disent qu'ils

achètent leur charge. Puis la mosquée se construit et les conversions suivent. On parle déjà d'"emprise généralisée des musulmans dans le circuit économique du pays et bientôt dans la vie politique".

Une mission sans état d'âme, ni déballage dogmatique. L'exemple d'un commerçant qui réussit vaut la meilleure des prédications. Allah enrichit ceux qui le prient !

AU "FOYER DE CHARITE"

Bangui dispose de son Foyer de Charité et le "père" du Foyer a le format et le caractère de sa fonction. Du haut de sa véranda, il envoie ses catéchistes dans l'une ou l'autre des 15 communautés de base que compte la paroisse (50.000 habitants). Sur la concession fonctionnent aussi un centre nutritionnel, un dispensaire, un service d'aide aux pauvres, une bibliothèque populaire, un centre sportif, une école primaire, des salles de cours et d'étude pour externes (secondaires ou universitaires), deux chapelles, et, bien entendu, le centre d'accueil pour retraitants, en pleine expansion (cent nouvelles chambres en chantier).

Le financement est assuré par un atelier qui ne manque pas d'originalité : on prépare des collections de papillons, des inclusions de scorpions, de mygales et autres "sympathiques" bestioles, récoltées dans ce pays et vendues dans le monde entier.

C'est encore au Foyer que se trouve la direction du projet "Education et Maîtrise de la Récondite", association qui veut promouvoir la régulation des naissances par "approches naturelles basées sur la connaissance de soi et les méthodes d'auto-observation". La responsable du projet m'assure

n'être guidée par aucun sectarisme. Elle se refuse à discuter en termes de moralité. Seuls lui importent les résultats. Et elle ne craint pas de les afficher. En 1987, 239 éducateurs-volontaires opérant dans 72 villes ou villages. Au total, plus de 33.000 personnes contactées. Et le taux de fécondité chez les femmes, suivies par le projet depuis quelques années, a baissé.

Certain soir, le Père du Foyer aurait raison de se sentir accablé. Il doit faire tourner la "baraque" et répondre encore à quelques âmes désincarnées qui lui reprochent de donner plus de poids au développement qu'à l'évangile. Eternel dilemme ! Mais pourquoi ne répondrait-il pas comme Jésus aux envoyés de Jean : "Allez dire ce que vous avez vu et entendu..."

UN MISSIONNAIRE QUI GARDAIT LES VACHES

Repas de fête chez un missionnaire vétéran. Unique prêtre dans sa paroisse, il s'est aménagé un "studio" dans l'espace réservé à la sacristie. Fils de paysan de montagne, il pensait d'abord rejoindre le clergé de son diocèse. Un directeur sévère le renvoyait du petit séminaire avec ces mots : "Retourne chez toi garder les vaches !" Les Spiritains, eux, pensèrent qu'il avait mieux à faire. Ils l'accueillirent et l'envoyèrent en Centrafrique. Devant le Christ de sa petite église, il rend grâce à Dieu.

SEANCE "DIAS"

J'explore un peu l'histoire du pays à travers des documents photographiques. Images d'un autre Age : Vieilles barbes, casques coloniaux. Certaines

donnent le frisson : arbres garnis de crânes, esclaves enchaînés... L'Europe qui se souvient de Verdun, d'Auschwitz et de Tchernobyl n'a pas de quoi frémir. Plus accablant que l'anthropophagie - circonscrite dans son contexte guerrier et culturel - apparaissent les pratiques des sociétés commerciales, dites concessionnaires, qui exploiteront le pays : travaux forcés, brimades, exécutions, soulèvements et répressions.

Autre constat : alors que le Rwanda s'est construit pendant des siècles autour d'une langue, d'une culture et d'un seul modèle politique, la Centrafrique paraît n'être qu'un assemblage de multiples groupes ethniques insérés par l'administration coloniale dans un cadre géographique artificiel. Une conscience nationale est-elle en train de naître ? Le mythe aurait dû - selon Bokassa - aider à la façonner. Le pays dispose sans doute de bien meilleurs atouts pour y parvenir. La généralisation de la langue "sango" en est un.

TOUJOURS LES PAUVRES

Sur le mur d'un important commerce de la ville, je lis cette phrase inscrite en gros caractères : "Les pauvres ne sont pas nos amis". Ailleurs, on aurait dit : "Crédit est mort !" ou encore : "On ne prête qu'aux riches !" Dans l'évangile, je lis : "Bienheureux les pauvres !"

CENT FOIS SUR LE METIER...

Les Frères qui me reçoivent aujourd'hui veulent ouvrir largement leurs portes à des novices ou postulants. Avec beaucoup de courage et de persé-

vérance. Ils en sont à leur sixième essai ! "Cent fois sur le métier, remettez votre ouvrage !"

Un courrier qui m'arrive d'Afrique pourrait servir d'épilogue : "Je pense qu'en Afrique, comme ailleurs, il y aura des fondateurs et des fondatrices qui, à partir d'une vision bien à eux, auront de la foi à revendre à ceux et à celles qu'ils auront convoqués en famille en vue d'une oeuvre commune. Sinon, la vie religieuse ne devient qu'une pièce de l'organisme ecclésial, une forme répétitive où la fonction tient lieu de grâce et de liberté de l'Esprit".

LA LOBAYE

La Lobaye est un affluent de l'Oubangui et un district administratif baigné par cette rivière au Sud-Ouest de la capitale. Mbaiki en est le chef-lieu. Quelle aubaine de traverser cette région forestière qui a donné trois chefs d'Etat à la jeune République ! Le premier : Balthémy Boganda, prêtre catholique, puis Président-Fondateur, disparu dans un accident aérien. Son mausolée mérite arrêt et méditation.

Bokassa, lui, a laissé dans cette région "Berengo" qui aurait dû devenir son Versailles. La brousse reconquiert la piste d'aviation. La tour misse comme des arbres-squelettes au milieu de la forêt tropicale.

Le troisième, David Dacko, fut porté deux fois au pinacle présidentiel et deux fois dut en décrocher. Comme Washington, il s'est remis à la char-
rue. Il nous reçoit dans sa ferme, alors qu'il re-
vient d'inspecter son poulailler et son moulin.
De sa personne émanent sérénité et franchise.
A travers tant d'épreuves et de tracasserie, sa

foi chrétienne s'est affermie. Il veut croire à la force d'un catholicisme "oecuménique", seule force capable de réconcilier les ethnies.

AUTRE EGLISE, AUTRE STYLE

L'église-mère de Mbaiki a la prestance d'une cathédrale sans en porter le titre. Jointe à sa "mission", elle est un bon témoin de cette architecture missio-coloniale, aux structures de briques ambrées, répétée à des centaines d'exemplaires en Afrique sub-saharienne. Même architecture, mais aussi peut-être, même théologie, mêmes pratiques pastorales. La robe ou l'origine des desservants ne change presque rien au programme. Cela pourrait être tout aussi bien Kanzi au Rwanda, Bukeye au Burundi, ou Rulenge en Tanzanie. Trois missionnaires nous accueillent : un Breton, un Alsacien, et ... un Français ! L'un a le style d'un bâtisseur, le deuxième celui d'un enseignant et le troisième est plutôt itinérant.

Curieusement, à quelques petits kilomètres, une autre paroisse, une autre église et une autre chapelle. Le style fait songer au Valais, d'où est venu le dernier curé qui en fut le fondateur et peut-être aussi les fonds qui ont permis la construction. Le catéchiste, lui, est bien du cru. Marié, père de plusieurs enfants, handicapé de surcroît, il porte sa paroisse à bout de bras. Le témoignage qu'il rend confirme la vérité de ce dicton : "En Afrique, un bon catéchiste vaut à lui seul au moins trois prêtres !"

CHEZ LES PYGMEES

A la croisée de deux routes, un panneau indique la direction vers... les pygmées. Manifestement, ce signal ne les concerne pas, mais bien leurs

visiteurs ! Les pygmées seraient-ils devenus un article touristique dont la vente rapporterait quelques devises ? Il fut un temps où l'on débarquait sur leur territoire comme pour un safari-photos avec bidets et sucreries. Ces visites intempestives font le désespoir de la petite communauté religieuse qui tente d'intégrer à l'école publique une vingtaine d'enfants. Entreprise difficile : les pygmées nomadisent une partie de l'année et leurs enfants doivent être "surdoués" pour se faire respecter.

MONGOUNBA

Autre rêve impérial. Après Versailles, voici Biarritz ! Après tout, le site vaut bien le Golfe de Gascogne. La bourgade s'étire le long du fleuve, non loin de l'embouchure de la Lobaye. Merveilleux couchers et levers de soleil sur les palmiers et les bancs de sable. Ce spectacle fait oublier la structure d'éclairage public qui n'aboutit nulle part et la cité des "cent chambres" qui se délabre.

Une église coquette, mais le presbytère n'a plus de résidents. Pourtant, ce dimanche, la messe est célébrée par un jeune religieux originaire de l'endroit et qui vient de dire au revoir à sa roisne et à ses parents avant de rejoindre le Cameroun. La messe est émouvante et même poignante. Comment faire comprendre à ces paroissiens que leur enfant est plus nécessaire au Cameroun qu'au milieu d'eux ? Paradoxe de la mission.

INITIATION ET THEOLOGIE

Bernard m'amène visiter sa femme et ses enfants. En chemin, il me parle des épreuves qu'il faut subir avec courage au cours de l'initiation qui conduit l'adolescent à l'état adulte. C'est

la logique même du baptême qui exige parrain, enseignement et renoncements. Que reste-t-il de cette pratique dans nos vieux pays "chrétiens" ?

Un journal de Suisse trouvé ici par hasard se fait l'écho d'agitations suscitées par des prises de position théologiques. Difficile depuis ici d'en mesurer la pertinence et les incidences. L'Afrique a-t-elle voix au chapitre ?

UNIVERSITE

L'Université de Bangui compte plus de trois mille étudiants et si peu d'infrastructures ! Rien de comparable avec d'autres campus. Quelques "jécistes" y maintiennent une présence chrétienne engagée. Non loin, une Faculté de théologie protestante. Un jeune professeur zairois me passionne. Son rêve : réaliser une grammaire hébraïque rédigée dans une langue africaine. Selon lui, il y a beaucoup de consonances entre l'Ancien Testament et les cultures africaines. Deux mille ans avant lui, un autre africain était déjà passionné par le texte d'Isaïe. Les Actes des Apôtres nous parlent de cet Ethiopien, amoureux de la Bible, rencontré par le diacre Philippe.

AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !

Veille de départ. L'église de St Michel est transformée en hall de répétitions pour choeurs, danses et orchestres. Pâques se profile déjà. Des aïeulés sont lancés à tue-tête. En sourdine, une autre chorale répète sans se laisser ce refrain : "Réconciliez-vous maintenant !" !

PARIS CE 5 MARS

Dans la cohue du métro, une petite fille vient vers moi et pointe son index sur ma petite croix sacerdotale. Elle me demande : "Qu'est-ce que tu as là ?" Puis, avisant une dame assise à côté de moi : "Est-ce que c'est ta dame ?" Sans aucun doute, je suis en Europe, en pleine sécularisation !

Ce même soir, dans une pizzeria du XII^{ème}. Un "géant" africain s'installe à ma table. Autour de nos spaghettis, la conversation s'engage facilement. J'ai devant moi "le président du conseil des ministres de Cabinda". En exil, bien entendu. Il coïncide le destin malheureux de sa petite patrie crut affirmer son autonomie. Ancien séminariste, il laisse échapper ces mots : "Au moins vous, prêtres, le pape ne vous laisse pas tomber ! Mais nous les politiciens. Ah si j'étais devenu prêtre !" Juillet 1989.

Guy MUSY.



Comme tout "Libres Propos", les lignes qui suivent ne prétendent pas épuiser le sujet abordé. Libre donc à d'autres de continuer la réflexion.

LA MOTIVATION DU CHERCHEUR RWANDAIS

La notion de recherche qui désigne l'ensemble des activités, des travaux scientifiques auxquels se livrent les chercheurs commence à avoir une place dans les débats et décisions politiques. La création du Fonds HABYARIMANA pour la promotion de la recherche scientifique et technologique, et de l'artisanat, en est une preuve. La mise sur pied de ce Fonds, tout comme les divers concours organisés par les instances autorisées et spécialisées, constituent en soi une motivation, une incitation pour le chercheur rwandais.

La motivation est à comprendre dans le sens de raisons, d'intérêts, éléments qui poussent quelqu'un dans son action. La notion de recherche tout comme celle d'éducation peut être considérée comme un système à plusieurs dimensions.

Daniel MBANGURA *, qui est l'un des

* MBANGURA D., La planification de l'Education, soumise au processus de l'évaluation et de l'orientation continues, Aspects théoriques et méthodologiques, Louvain, UCL, 1989, pp. 335-336.

premiers universitaires à avoir introduit la notion de dimension, estime que l'éducation est à voir comme un système à 4 dimensions : la dimension normative, la dimension techno-économique, la dimension administrative et la dimension psychosociale.

Cette dernière se traduit par l'élaboration des stratégies psychosociales destinées à inciter ou à motiver les individus, les groupes et les institutions intéressées à orienter leurs comportements et leurs décisions dans le sens des objectifs de la politique de l'éducation. Cette notion peut s'appliquer à la recherche vue comme un système.

Les discours et décisions politiques prises dans les diverses instances du M.R.N.D. et du gouvernement, les diverses structures organiques et les autres systèmes de motivation tels que le Fonds HABYARIMANA, stimulent la recherche. Cependant, une question se pose : les jeunes chercheurs rwandais trouvent-ils un système suffisant capable de les pousser, de les encourager à la recherche sur le Rwanda ?

● UNE IMPORTATION DE RESSOURCES HUMAINES

Parmi les agents et acteurs de la recherche, les éléments actuellement bien formés et assez nombreux en certains domaines, ont une place centrale. Ils sont les cerveaux de tout le système de recherche, raison pour laquelle un système de motivations doit leur être favorable.

La première et indiscutable motivation consiste à leur fournir des occasions d'expérimenter et de présenter devant un public intéressé les fruits

de leur recherche ou réflexion. Les études de recherche, l'animation des séminaires, les facilités de publication sont autant d'atouts pour les chercheurs, pour mettre leurs talents en lumière et pour les perfectionner.

Il est aisé de constater cependant que certaines études relatives au Rwanda et pour lesquelles des spécialistes nationaux existent, sont confiées aux experts et consultants des organismes internationaux. C'est déjà un facteur d'inhibition pour le chercheur rwandais. On est étonné que certains séminaires organisés sur un problème purement rwandais, sont animés par des étrangers alors qu'ils exigent la consultation de chercheurs nationaux afin de trouver une matière pour les exposés, conférences et rapports.

Comment justifier qu'une étude sur l'évaluation de l'UNR soit confiée aux experts ou consultants étrangers alors que cette institution et les écoles secondaires possèdent de bons spécialistes en matière d'éducation ? Les dépenses encourues par ces études avec importation d'experts, sont de loin plus importantes que celles qu'occasionneraient les études menées par un spécialiste rwandais.

Je reste parmi ceux qui croient que ce néocolonialisme et ce complexe intellectuel est une tactique très défavorable à la recherche aussi bien au niveau de la motivation des nationaux que pour les résultats escomptés. Qu'est-ce que l'étranger apporte de nouveau lorsque pour préparer son rapport, il est obligé de reproduire les données fournies et maîtrisées par son collègue rwandais ?

Non seulement c'est une mauvaise gestion des ressources humaines mais aussi et surtout c'est décourager l'intelligentsia rwandaise qui maîtrise mieux que quiconque le contexte socio-culturel,

économique et politique de la recherche dans son pays, pour y avoir vécu une longue expérience.

PEU DE REVUES SCIENTIFIQUES ET ABSENCE DE RÈGLEMENTS CLAIRS

Les mass-média constituent un élément, et non des moindres, pour alimenter la recherche. C'est à travers eux que le public entre en contact avec le chercheur. Certes des revues, périodiques, journaux existent au Rwanda. Mais leur capacité et leur organisation contraignent souvent l'abandon ou le rejet de certaines publications. Certaines rubriques ont droit à une page au maximum; un article valable, mais dépassant une page, se voit irrécuable.

Il va sans dire que le chercheur qui propose deux fois des articles et qui sont rejetés, avec tous les efforts intellectuels, matériels et financiers qu'ils coûtent, sera découragé et abandonnera ce moteur du développement.

Par ailleurs quelques revues, lorsqu'elles ont reçu l'article, le dissèquent et procèdent à l'élimination de certaines parties d'un tout cohérent. C'est un acte anti-scientifique qui transforme le message original. C'est probablement un problème de réglementation qui surgit et apparemment celle-ci n'existe pas de manière claire et précise dans nos revues qui sont insuffisantes et trop généralistes.

RARETE DES MOYENS, EXIGENCES PROFESSIONNELLES ET DOCUMENTATION

Dans les pays africains, les structures ont tendance à concentrer les études et recherches

scientifiques dans les institutions de recherche dont les statuts sont approuvés par les instances de l'exécutif et du législatif; ce qui conduit à un monopole de la recherche institutionnelle qui n'est ni la plus saine ni la plus efficace. Il est aisé de remarquer que la recherche individuelle a la part du pauvre. Je note parmi les raisons de cette situation :

- La rareté des moyens
- La carrière et autres exigences professionnelles qui ne permettent pas une activité de recherche.
- Une documentation rare et pauvre.

Il est vrai que les moyens d'investigation sont coûteux. Les conditions de vie et de travail du chercheur doivent être favorables à la recherche. Ces conditions sont malheureusement loin d'être garanties dans l'administration actuelle; car rares sont les fonctionnaires qui possèdent un bureau individuel, et rares sont ceux qui peuvent obtenir du papier sans poser de problèmes à leurs services respectifs.

A cela il est utile d'ajouter l'absence d'une riche documentation. On a tendance à considérer les personnes étrangères aux institutions de recherche comme incapables de s'adonner à une activité de recherche. Cette conception me semble périmée d'autant plus que les services de l'administration ont besoin, pour leur perfectionnement, de mener des réflexions et recherches continues. Cette mission exige une documentation.

En effet, comment expliquer qu'un enseignant n'a pas une mission de recherche. Il trouve très difficilement les moyens nécessaires à la préparation de ses cours (documentation, bureau...). Il dispose, pourtant, de part sa fonction et sa formation académique des capacités intellectuelles pour mener à bonne fin des études de haut niveau

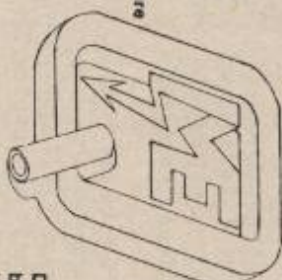
sur le pays. Le sous-sol du Rwanda est aussi dans ses cerveaux.

Il faudrait exploiter cette richesse extraordinaire, cet or gris pour reprendre le terme du Dr KAGAME Anaclet (cfr La Relève no 98 du 1-7/12/1989, page 10). Une conclusion est à tirer: les jeunes intellectuels rwandais ne sont pas motivés pour la recherche. Il est nécessaire de penser à un meilleur système de motivation.

Gallican MUGABONAKE.

MUKEKA EDOUARD

Matériel électrique
Plomberie et Menuiserie
Matériel de Construction
Sanitaires, outillages
agricoles de toutes
sortes, matériel de soudure



Avant d'aller ailleurs
passez d'abord chez
MUKEKA EDOUARD

Ducuruzza Ibikoresho
by'amashyamba
iby'amazi n'iby'ubujaj

R.C.A 1619 B.P. 688 Kigali
En face de TWA/PRO T 2000
9, Avenue KALISIMBI

Tél.: Bur.: 76363
Mags.: 72037
Habit.: 84308

Garnet

Novembre

Décembre



1989

MESURES DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE

Une réunion conjointe du Comité Central du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (M.R.N.D.) et du Conseil du Gouvernement s'est tenue du 6 au 12 décembre à la Présidence du M.R.N.D. Elle était dirigée par le Chef de l'Etat, le Général-Major Juvenal Habyarimana. Au menu "un document de 375 pages présentant l'Analyse de la Situation Economique et les Propositions de Mesures de Redressement. Document" qui était "le résultat d'un Séminaire tenu à l'Hôtel Akagera du 30.10 au 10.11 par les technocrates de plusieurs départements" (A.R.P. du 07.12.1989, p.1).

A l'issue des travaux les participants ont pris une série de mesures dont les principales ont trait à cinq domaines: le renforcement de la sécurité générale de la population; l'entretien d'une éthique politique mobilisatrice; la recherche et l'innovation pour accélérer le développement; la décentralisation des fonctions de conception et de gestion du développement.

LA FAMINE DANS NOS MURS

Des exilés "volontaires", des morts, des familles entières éteintes, tel est le sombre tableau des conséquences de la famine qui depuis quelques temps sévit dans le pays et dont la presse nationale s'était fait l'écho longtemps à l'avance. Une Commission Interservices, mise sur pied à ce sujet, devait reconnaître que "54 communes accusaient un déficit en denrées alimentaires dans le pays, spécialement dans les Préfectures de Butare, Gikongoro et Kibuye".

Cela parce que "la production de chaque culture a été inférieure à celle de la saison 1988". Exemples, la production des haricots a baissé de 50 %, celle des bananes de 30 %, celle du sorgho, des patates douces et du manioc de 20 %, celle des pommes de terre de 10 %.

Devant la gravité de la situation le Gouvernement a dû faire appel à une aide internationale. La situation est d'autant plus grave que le pays "doit faire face à un déficit sans précédent de la balance des paiements évalué à 4 milliards de francs rwandais (...) alors que les réserves de devises ne couvriront à peine que 2,5 mois d'importations à la même période". Par ailleurs suite à la politique de l'autosuffisance alimentaire, des organismes internationaux mettent fin à leur programme d'aide alimentaire. Tel le Catholic Relief Service qui clôture le sien au 30 juin 1990 laissant ainsi démunis plus ou moins 10.000 orphelins et nécessiteux de 27 orphelinats et 56 centres de bienfaisance (Sources : A.R.P. du 14.12.1989, p. 2-4).

1er CONGRES DE L'URAMA

Le 1er Congrès National de l'Union des Femmes rwandaises pour le Développement (URAMA) s'est tenu les 21 et 22 décembre à Kigali. Au cours de ce Congrès les quelques 500 femmes présentes ont notamment écouté un rapport de la Coordinatrice du Comité national de mise en place des organes de l'URAMA, Mme Spérancie Mutwe Karwera.

Selon ce rapport, l'URAMA compte actuellement plus ou moins 900.000 membres sur un total de 1,2 million (soit 75 %) mais la plupart des femmes instruites "semblent encore bouder cette organisation". Rappelons qu'à l'instar de la CESTRAR (Centrale Syndicale des Travailleurs du Rwanda), les 5 membres du Bureau Exécutif jouissent des mêmes avantages qu'un ministre (pour la Secrétaire Générale), qu'un secrétaire général de département ministériel (pour la Secrétaire Générale adjointe), qu'un directeur général (pour les trois autres membres).

L'une des 5 membres devait malheureusement mourir dans un accident de circulation routière, le 31 décembre. Il s'agit de Mme Spéciose NYIRAKA-NAMA, chargée de la formation et de l'encadrement.

PROCES VINCENT RUHAMANYA

Rarement procès public aura attiré tant de monde. Il s'agit en l'occurrence du procès de M. Vincent RUHAMANYA qui s'est déroulé à la Cour de Cassation à Kigali, les 5, 6 et 14 décembre. Député, ex-Directeur-Général de PETROBWANDA, ex-ministre des Finances et de l'Economie, ex-membre du Comité

Central du M.R.N.D., le prévenu était accusé de "détournements de fonds de 30 millions de FRw"

au profit des frères RWASIBO (Emmanuel et Louis) propriétaires de l'ancienne Station d'essence LUBRICAR, près de la poste Centrale; station achetée par M. Ruhamanya au nom de PETROMANDA du temps où il était Directeur Général de cette Société.

Bien que M. Ruhamanya ait plaidé non coupable ainsi que les deux frères Rwasibo jugés en même temps que lui, le Ministère Public a requis contre lui une peine d'emprisonnement de 20 ans et une amende de 200.000 FRw.

Dans son verdict la Cour de Cassation s'est montrée moins sévère. Elle a condamné M. Ruhamanya à 6 ans de prison "pour faux et usage de faux", et à une amende de 100.000 FRw payables dans un délai d'un mois à partir du prononcé du jugement.

ANNEE DE "LA FORMATION PAR ET POUR L'AUTOORGANISATION"

Dans son message de nouvel an à la Nation le Chef de l'Etat a présenté un bilan très réaliste de l'année qui s'achève (1989). Une année qui a connu quelques succès, tels les premiers Congrès Nationaux de l'URAMA et du Mouvement Associatif, et la façon dont le pays a "su faire face aux difficultés extraordinaires que cette année nous a apportées".

Mais une année également où "tant de malheurs se sont abattus successivement sur notre pays, et où le gros de nos efforts était nécessairement consacré à colmater les brèches, à assurer les acquis pour ne pas sombrer dans les diverses crises que nous avons connues", Telles la crise alimentaire et ses conséquences néfastes, la crise des devises "la plus sévère de notre histoire".

Pour sortir de ces impasses le Chef de l'Etat a placé l'année nouvelle sous le signe de "La Formation Par et Pour l'Autoorganisation". Thème qui continue les deux précédents : 1988, défense du revenu du paysan; 1989, autpromotion du milieu rural. Thème aussi en rapport avec "l'Année Internationale de l'Alphabétisation" (1990), telle que décidée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en 1987.

MEDICINE : UNE PREMIERE AU RWANDA

Le 9 octobre une équipe médicale du Centre Hospitalier de Kigali réalisait un exploit : l'opération d'une péricardite calcifiante et constructive, c'est-à-dire une inflammation du péricarde où se forme autour du coeur comme une enveloppe calcaire qui augmente de plus en plus de volume, opprime le coeur et l'empêche de fonctionner normalement. Le patient, M. Théoneste NZEYIMANA, 16-17 ans, de la paroisse Rukomo, (Préfecture Byumba) souffrait de cette maladie depuis plusieurs années déjà.

Après une étude approfondie du cas, le médecin traitant, le Dr BLANCHE, propose une intervention chirurgicale. Beaucoup d'hésitations chez ses confrères car l'opération est estimée très délicate. Finalement la décision est prise et quatre médecins se mettent au travail : deux chirurgiens, un cardiologue et un anesthésiste. Un mois plus tard le patient rentrait chez lui. En très bonne forme.

CELEBRATION DE LA 12e
JOURNEE AFRICAINE DE L'INFORMATION

Comme chaque année la presse nationale a célébré, le 7 novembre, la journée africaine de l'information. Une célébration un peu spéciale car elle correspondait au 15e anniversaire de l'Office Rwandais d'Information (ORINFO).

Dans son discours de circonstance, le Directeur de cet Office, M. Christophe Mfizi, a brossé un bilan positif de la presse au Rwanda, en s'étonnant de ce que le public se conduit à l'égard de la presse en "redresseur de torts": conduite qu'il reproche pourtant à cette même presse. Pour le Directeur de l'ORINFO, la Presse Rwandaise est "un succès éclatant de la 2e République qui (...) inscrit le Rwanda dans le courant (...) des sociétés libérales".

Le moment fort de cette célébration fut la remise des prix Aloys MUNYANGAU et Benjamin MUNYAKAZI, décernés respectivement aux meilleurs journalistes de la presse écrite et parlée. Les heureux lauréats furent Jean-Baptiste Nkurijingoma et Dominiq Makeni. Vingt lauréats du théâtre radiophonique (Ikimanco) reçurent également des prix. Mme Perpétue Mukahigiro s'adjudica à la fois le 1er et le 2e prix.

NAISSANCE OFFICIELLE DE LA
FEDERATION RWANDAISE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Le 5 novembre naissait au Groupe Scolaire St André (Kigali) la Fédération Rwandaise pour

l'Enseignement Privé (PREP). Ce jour-là, 55 représentants d'Associations d'Ecoles Privées ont tenu leur assemblée constitutive et élu leur Bureau. Celui-ci comprend dix membres.

L'Eglise Catholique représentée par Mgr Jean-Baptiste Hategeka, vicaire général de Nyundo, assure le rôle de Conseiller pédagogique. Une seule femme est membre de ce Bureau. Elle occupe le poste de secrétaire adjoint.

CRIMINALITE EN HAUSSE

L'affirmation n'est pas exagérée. La criminalité dans notre pays prend des ampleurs dangereuses ces derniers temps surtout dans nos villes. Régulièrement il est fait état de cambriolages, de vols d'objets ou autres méfaits.

Le plus grave: ces crimes se commettent de plus en plus par de véritables bandes organisées ou grâce à des plans savamment échaudés, ce qui rend très difficiles ou vaines les interventions de secours.

Pire: des vols se commettent à main armée. Tel le vol d'une voiture et l'assassinant d'un veilleur à coups de fusils dont on a fait état.

L'ABBE NDANGAMIRA RENTRE AU BERCAIL

En juin dernier la presse nationale et la rumeur publique annonçaient la "conversion" à l'Islam de M. l'Abbé Denis NDANGAMIRA, prêtre catholique et curé de la paroisse de Gisenyi. Une affaire qui avait fait couler beaucoup d'encre.

Le 24 décembre tout est rentré dans l'ordre. L'abbé Ndagamira a regagné le bercail au cours d'une cérémonie religieuse dirigée par son évêque, Mgr Wenceslas KALIBUSHI. On notait la présence de nombreux prêtres, mais également des représentants d'autres Eglises et même de l'Islam.

Le clou de la cérémonie fut le moment où, à haute voix, l'abbé Ndagamira déclara : "j'abjure la religion islamique à laquelle j'avais adhéré le 19 juin..." Après quoi il apposa sa signature sur cette abjuration, sur sa déclaration solennelle du renouvellement de sa foi dans le Credo et sur son serment d'obéissance à son évêque et à ses successeurs (Source : Imvaho no 826 du 15-21 Mutorama 1990, p. 5).

DEPART OFFICIEL DE MGR PERRAUDIN

Le 30 novembre le Diocèse de Kabgayi célébrait de façon spéciale la St André. Ce jour-là Mgr André Perraudin quittait officiellement son diocèse et remettait le bâton de commandement à son successeur Mgr Thaddée NSENGIYUMVA. Assistaient aux cérémonies plusieurs autorités religieuses et civiles.

Dans son allocution de circonstance, le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, M. Jean-Marie Vianney Mugemana, qui représentait le Chef de l'Etat, a rendu un hommage chaleureux à l'évêque émérite. Notamment pour sa "constante préoccupation pour les malheureux et les démunis", son combat "pour l'épanouissement et les droits de l'Homme en fustigeant l'inégalité sociale". Le Ministre a également souhaité que Mgr Perraudin garde son "rôle de conseiller auprès de ceux qui voudront le solliciter".

A travers livres et revues

BINDSEIL Reinhart. Le Rwanda et l'Allemagne depuis les temps de Richard Kandt. Dietrich Reimer Verlag, Berlin, 1988. 256 pages (Allemand-Français), Cartes et illustrations photographiques.

"Rencontres et chemins parcourus en commun"; "Aperçu historique des relations germano-rwandaïses avec un portrait biographique de l'ancien Résident impérial allemand". Ces sous-titres nuancent et rectifient le titre par rapport au contenu qui porte quasi exclusivement sur la vie de Richard Kandt. L'ouvrage de Reinhart Bindseil (1) est une édition internationale, en allemand et en français, d'une première publication



Richard Kandt

(1) Juriste de haute formation universitaire (Docteur en Droit), Reinhart Bindseil a été Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Rwanda de 1984 à 1988. Il s'intéresse beaucoup à la civilisation Ikingarwanda et aux problèmes de rencontre des cultures. Les traces matérielles des présences allemandes furent renouvées grâce à son initiative.

(1987) à diffusion restreinte en l'honneur du 25^e anniversaire de l'indépendance du Rwanda.

Toutes choses considérées, la biographie de Richard Kandt, "indigénisé" semble-t-il affectivement "Kanayoge", par ses contemporains Abanyarwanda (2), constitue le contenu essentiel du livre. L'auteur réalise, dans les annexes, des économies extraordinaires pour donner, sur une page (232), la carte visible du "Rwanda actuel en bref".

"Les traces historiques des activités allemandes au Rwanda" se réduisent à une page et demi (pp. 234 & 236) tandis que l'"Aperçu historique de la Coopération germano-rwandaise (1970-1987)" couvre huit pages (pp. 238-254 paires).

Une chronologie des données germano-rwandaïses de 1884 à 1986 est placée du début de la biographie et est indispensable pour situer les divers cheminement de Richard Kandt à travers les différents contextes.

QUESTIONS

En marge de la très originale et intéressante biographie, en l'honneur de Richard Kandt et du biographe dont la plume est agréable, quelques questions se posent. N'y a-t-il pas une explication

(2) Nombreux sont encore les vieux qui parlent, à Shangli, Kigali et ailleurs, de Kanayoge. Quelques hommes adultes portent actuellement ce nom; ce qui est révélateur des contacts que R. Kandt a eus avec les populations et de leur considération à son endroit.

historique à la réduction ou, dans certaines régions, à l'absence des traces matérielles des premières présences allemandes au Rwanda ? Les différentes réactions des populations Abanyarwanda devant les présences allemandes, particulièrement devant "Kanayoge" dont l'image reste vivante et positive chez les vieux, aurait pu être abordées ou évoquées en recourant aux "sources orales". Quels furent les auxiliaires Abanyarwanda de l'action allemande et spécialement de "Kanayoge" ?

Y-a-t-il eu des efforts exigés des Abanyarwanda face au premier conflit mondial ? Quelles furent les attitudes des Abanyarwanda devant la défaite allemande, entre les deux guerres et après ? L'empressionnement de la jeune République Rwandaise à "renouer" avec l'Allemagne s'expliquerait-il par des comportements antérieurs, et était-il donc attendu ?

Autant de questions au sujet desquelles les archives, ainsi que les mémoires individuelles ou collectives, d'Allemands ou des Abanyarwanda, peuvent apporter des éclaircissements. La bonne contribution de Reinhart Bindseil est un heureux début qui invite des compléments.

La biographie de Richard Kandt, par Reinhart Bindseil, se base exclusivement sur une bibliographie et des sources archivistiques riches et abondantes, exhaustivement et minutieusement analysées. Il est clair que Reinhart Bindseil est le premier à avoir ouvert plusieurs dossiers d'Archives, publiées et privées, notamment les œuvres posthumes de Richard Kandt ! Ne dissimulant pas sa sympathie, Reinhart Bindseil arrive, pour ainsi dire, à communiquer avec lui, par télépathie postume, à travers les archives.

En définitive, Reinhart Brindseil brosse avec succès un portrait historique d'un Richard Kandt à maintes dimensions : une âme bien née et bien élevée, un explorateur, un médecin, un humaniste selon la tradition occidentale allemande, un ethnologue philanthrope, un poète, un romantique généralement jovial et généreux..., un politique comme par hasard, et un polémiste par accident, bref un Richard Kandt ouvert et compréhensif qui pouvait satisfaire les ambitions d'une "mère patrie", et "convenir" au pays des sources du Nil "découvertes" (Mwogo, Akanyaru, Rukarara) en pleine forêt de Nyungwe. Un biographe ne dissèque pas nécessairement le jeu des contradictions. Reinhart Brindseil semble nous livrer à la fois un document et un monument! (3).

A notre connaissance, un projet germano-rwandais de coopération dans les domaines culturel et historiographique a été un moment envisagé. Les contributions attendues pour la réhabilitation des rencontres, et la reconstitution des chemins parcourus en commun par "Abadage" et par Abanyarwanda, peuvent se faire dans ce cadre, pour éviter les égarements, toujours possibles, des ethnocentrismes.

De la belle biographie de Richard Kandt par Reinhart Brindseil, on attendrait non seulement une traduction "Ikiyarwanda", mais aussi une autre biographie de "Bwana Mukubwa Kanayoge" d'après les mémoires des Abanyarwanda ! Finalement c'est sans doute un travail d'une équipe (Abadage et Abanyarwanda) sur le passé partagé qui devrait être entrepris. Mais comment les archives qui, peu ou prou, concernent le Rwanda, peuvent-elles être accessibles à Abanyarwanda et au Rwanda ?

Emmanuel NTEZIMANA.

(3) Si les ouvrages de Richard Kandt pouvaient être accessibles à Abanyarwanda, le fameux "Caput Nili" serait à traduire et à éditer en langue Ikiyarwanda.

NGINDU MUSHETE A., Les thèmes majeurs de la théologie africaine, Ed. L'HARMATTAN, Coll. Méditations religieuses, 1989.

L'AUTEUR : "... chercheur et professeur à la Faculté de Théologie de Kinshasa depuis 1968... actuellement membre du Comité Directeur de 'Concillium'... Depuis 1978, dirige le 'Bulletin de théologie africaine' (voir page 4 de couverture). Autrement dit, nous rencontrons une personnalité dans le monde de la pensée théologique, non seulement africaine mais mondiale.

L'OUVRAGE : son but est d'exposer clairement et simplement (et il y réussit) ce qui constitue la théologie africaine dans toute son originalité : "Nous nous efforcerons, dit-il en introduction, de discerner les courants qui paraissent l'importer à l'heure actuelle, et qui annoncent l'orientation fondamentale des années à venir" (page 9). Pour atteindre ce but, il tente de répondre à trois questions, qui sont autant de titres de chapitres du livre :

- O Quels sont le sens et la portée de cette problématique ? Autrement dit, pourquoi faut-il que les Eglises d'Afrique "produisent" une théologie africaine, différente des autres théologies ?
- O Quels sont les problèmes et les tendances de cette théologie ?
- O Quels en sont les thèmes majeurs ?

Il n'est guère possible dans une courte recension de résumer ces trois chapitres. Nous dirons seulement quelques mots du chapitre II (problèmes et tendances) parce que ce chapitre constitue vraiment le coeur de tout l'ouvrage.

● INCULTURER LE MESSAGE EVANGELIQUE

Le problème qui se pose actuellement aux Eglises d'Afrique, et par voie de conséquence aux théologiens de ces Eglises, est celui de l'inculturation du message évangélique. Loin d'être une simple traduction du message, elle constitue une véritable imprégnation culturelle de l'Evangile. Qu'est-ce à dire ?

Négativement d'abord. Il faut abandonner ce que Ngindu-Mushete appelle "la théologie missionnaire" concrétisée selon deux axes de pensée: on prêchait le salut des âmes qu'il faut arracher à tout ce qui est païen, considéré comme satanique. Il faut en plus implanter, non pas l'Eglise, mais un type d'Eglise (et de théologie) importée d'Europe, et de l'Europe colonisatrice: "Sur la table rase, ou plutôt rasée, des peuples sans culture et sans civilisation, il s'agit d'édifier", d'implanter, l'Eglise telle qu'elle s'est réalisée historiquement en Occident, dans son personnel, dans ses oeuvres, comme dans ses méthodes" (p.34)

Cette tendance est encore très généralisée et conduira tôt ou tard à des impasses. Ne prenons qu'un exemple, celui du denier du culte. Celui-ci est une invention de l'Eglise de France pour survivre à la confiscation de ses biens par la Révolution Française. Comme "ça marchait bien" en France, l'invention fut importée en Afrique. Mais les conditions économiques des "impossibles" étant tout à fait différentes en Afrique, il a fallu recourir à des sanctions contre ceux qui ne paient pas leur "impôt ecclésiastique" - il faut avoir le courage de le reconnaître comme tel - on a alors lié le paiement à la réception des sacrements. Il est clair que ce genre de sanctions va de moins en moins répondre à une préoccupation des chrétiens,

étant donné la sécularisation de la société africaine qui se manifeste un peu partout. Il est donc urgent de réfléchir à d'autres voies et moyens qui permettront à l'Eglise d'Afrique de s'auto-financer sans devoir recourir à des moyens de coercition morale très peu dans la ligne de l'Evangile (Note du recenseur).

● A LA MANIERE DE ST PAUL

S'il est vrai qu'il faut "implanter" l'Eglise en terre africaine, il faut le faire à la manière de St Paul, qui n'a pas importé en pays Galate les structures de l'Eglise de Jérusalem, mais a inventé sur place un nouveau type d'Eglise. Le diagnostic de l'auteur est sévère: "Souignons, dit-il, que la théologie de l'implantation a donné naissance à des communautés chrétiennes paralysées, copiées sur le modèle européen, sans initiative, sans créativité, sans originalité, priant avec des paroles d'emprunt, pensant par procuration, en transitant par Rome, Paris, Londres et d'autres capitales européennes" (p. 36).

Positivement, il est temps que l'Afrique élabore une théologie de l'Eglise locale, dans la ligne de Vatican II: "L'Eglise, affirme le Concile, est une et diverse. Non pas diverse comme à regret, et faute de mieux, mais par l'exigence même de sa nature. L'Eglise de Jésus-Christ, rappelle "Lumen Gentium" se construit en partant de la communauté de multiples Eglises locales" (p.36). Il convient dès lors de passer d'une théologie de l'adaptation (ou des pierres d'attente) à une théologie africaine critique, qui manifeste son contact étroit avec la Bible et la Tradition, en même temps que son ouverture au monde africain et à ses problèmes. Elle devra également prendre à son compte les acquis de la "Black Theology" née en Afrique du Sud et qui constitue un essai sérieux de théologie contextuelle.

UNE THEOLOGIE "OUVERTE"

une fois reconnus les problèmes que rencontrera la théologie africaine, quels en sont les grands courants ? Selon notre auteur, cette théologie sera :

■ Une théologie de la culture parce que l'Evangile s'incarne dans les cultures des divers peuples. Nous retrouvons cette conviction dans les premières lignes de la prière Eucharistique No 4 : "Dans ta miséricorde, est-il dit à Dieu, tu es venu en aide à tous les hommes pour qu'ils te cherchent et puisse te trouver".

■ Nécessairement, cette théologie devra être attentive aux problèmes du monde. En Afrique ceux-ci s'appellent : "racisme, pauvreté, matérialisme, coups d'Etat militaires, instabilité politique et économique, corruption etc..." (p. 58). Nous ajouterions volontiers : "justice pour les plus faibles, le Sida, la désintégration de la famille et des valeurs de la société traditionnelle etc..." C'est bien évidemment à ce niveau que s'articulera une théologie de la libération, modèle africain.

■ Et enfin, cette théologie sera, je dirais de par nature, oecuménique. Écoutons ce qu'en dit Bimwenyi, cité par Ngindu Mushete : "Le hier chrétien de l'Occident ne peut être revendiqué par l'Afrique comme son véritable hier, puisque l'Afrique que n'y fut pour rien; elle n'y fut pas davantage dans des antiques hérésies et schismes qui sont là, que nous connaissons par l'évangélisation et que nous subissons. Les protestants, les orthodoxes, les catholiques viennent chez nous, tous ardents pour Jésus-Christ, mais divisés entre eux; ils se jettent des pierres les uns aux autres, et nous invitent à faire à peu près la même chose ou davan-

tage" (p. 63). Est-ce bien vrai que pour pas mal de chrétiens de la base, l'oecuménisme existe dans les faits, et qu'ils comprennent mal pourquoi chaque confession revendique pour elle seule le titre de véritable Eglise du Christ.

UN SEUL REGRET

Nous avons parlé de tout cela comme d'un avenir de la théologie africaine. En fait, cette théologie existe déjà et des noms commencent à être bien connus sur la scène internationale de la pensée religieuse. A commencer par l'auteur de cet ouvrage recensé, mais aussi nous pensons à Jean Marc Ela, à Engelbert Mveng, à Bimwenyi, Tshibangu etc... L'auteur nous donne d'ailleurs 28 pages impressionnantes de bibliographie.

Je n'ai éprouvé qu'un seul regret en lisant ces pages : il me semble que ce que l'auteur nous dit de la théologie de la libération en Afrique peut être compris comme une réticence vis-à-vis de ce courant de pensée que l'on retrouve maintenant un peu partout dans le monde, et spécialement dans le Tiers-Monde.

Certes il a raison de dire que la libération en Afrique sera davantage une libération de la culture en vue de reconnaître que l'homme africain est homme à part entière, mais du coup, il me semble déprécier quelque peu les autres thèmes de la libération : libération économique, politique et sociale. Il me semble cependant que l'Afrique chrétienne ne pourra plus dans les années à venir faire l'économie d'une libération intégrale de l'homme, de "tout homme et de tout l'homme" comme le disait déjà Paul VI en parlant du développement (Populorum Progressio).

Mis à part cette petite réticence, j'ai lu avec beaucoup de plaisir cet ouvrage, et j'ai voulu partager cette joie avec les lecteurs de DIALOGUE.

Michel DONNET

GAILLOT Jacques, évêque d'Evreux : Monseigneur des autres, Seuil, Paris, 1989. 192 pages.

Je ne connaissais pas Monseigneur Gaillot, sinon de nom : l'année où il est venu au Rwanda, j'avais pensé participer à la retraite qu'il prêchait, mais ne l'avais pu. Et puis c'est la presse qui en a parlé...

J'ai lu son livre avec joie. Il se lit facilement, rapidement. Ce n'est pas un roman, mais c'est avec autant de facilité qu'on le lit.

C'est la simplicité que respire ce livre. L'évêque d'Evreux y parle de sa jeunesse, de sa vie, des problèmes qu'il vit... avec tellement de lucidité et de sérénité qu'on est charmé.

Ce qui m'a surtout frappé, c'est la profondeur avec laquelle il fait référence à l'Evangile ou aux textes du Concile Vatican II. Et puis ce regard nouveau sur tellement de questions de notre temps !

J'ai particulièrement apprécié ce qu'il dit de l'Afrique du Sud, l'apartheid, et d'Israël, des Palestiniens... Et plus encore que ce qu'il dit, ce qui l'impressionne, ce sont les "gestes prophétiques" qu'il pose... visiter un jeune de son diocèse emprisonné en Afrique du Sud, participer à une randonnée pour inviter Israël à réfléchir sur la question des Palestiniens, sans omettre bien sûr ce qu'il fait en France.

C'est ce genre de lectures qu'on veut partager avec les autres.

Guy THEUNIS.

Courrier des lecteurs

RETABLISSEZ LA VERITE

Pélicitations pour le numéro 137 de "DIALOGUE". Il contient énormément d'informations concernant la Révolution de 1959.

Cependant l'article "De la Légion de Marie à la Révolution" est ambigu... voire fantaisiste ! La Légion de Marie n'est pas née à Kabgayi ! Elle existait à Buhamba (Byumba) dès 1949 ! J'y étais curé à l'époque. En 1950 nous avions 17 présidia... et certainement une ou deux Curia. Miss O'Connor est venue à Buhamba et a participé à plusieurs réunions de présidia.

Ensuite ce que Dialogue n'a pas mentionné à propos de la Révolution de 1959... c'est le lien qu'il y a eu entre la Légion et une autre organisation qui n'a vécu que quelques années : "l'Association des Moniteurs du Rwanda" (...). Elle avait un peu plus de 1.800 membres... et elle avait pour fondateur le Président Kayibanda et moi-même, à l'époque Pro-vicaire Apostolique. Kayibanda sous le couvert de la Légion et de l'Association des Moniteurs, parcourait toutes les paroisses du Rwanda, soucieux de répandre la Bonne Nouvelle du Salut et en même temps de diffuser ses aspirations de justice sociale, de démocratie chrétienne. Au cours de ces tournées, il a eu l'occasion de rencontrer et de découvrir des "leaders"... qui deviendraient un jour ses auxiliaires quand il se lancerait dans la politique. Grégoire s'est fait connaître de cette façon dans tout le pays.

Arthur DEJEMPEPE.



NAHV RWANDA SARL

PEUGEOT

MITSUBISHI

HONDA

PHILIPS

B.P. 626 Kigali
Tél.: 5449 - 5458 - 5655 - 6978
Dépt véhicules
Tél.: 5333 - 5338

La revue Dialogue est une revue d'information et de réflexion.
Elle paraît tous les deux mois.

DIALOGUE aborde tous les problèmes économiques, sociaux, culturels, politiques, religieux et autres, qui intéressent surtout le Rwanda.
Sans être l'organe officiel d'une Eglise, Dialogue envisage les problèmes traités dans une perspective chrétienne.

DIALOGUE - B.P. 572 KIGALI Téléphone 741 78

A. REDACTION ET ABONNEMENT

Encente de Kinyamateka

B. TARIF D'ABONNEMENT

RWANDA	ETRANGER
• Abonnement ordinaire: 1000 Frw.	• Burundi: 2500 Fbu.
• Abonnement étudiant: 800 Frw.	• Afrique } 3000 Frw. ou 1500 F belges
• Abonnement de soutien: 1500 Frw.	• Europe } 60 F suisses
• Abonnement de groupe: 4000 Frw. (5 personnes)	• Amérique } 3500 Frw. ou 45 \$ US
	• Asie }

C. MODE DE PAIEMENT

RWANDA	ETRANGER
• B.C.R. N° 3778/92 Kigali	• Belgique: CCP 000 - 1495122 - 61
• Mandat postal, DIALOGUE, B.P. 572 Kigali	• Pierre Masson, Bruxelles
• Economists Généraux	• Suisse: CCP 17 - 2941 - 6,
• Gemeca - Procure Kigali	Revue DIALOGUE Rwanda
• Bureaux DIALOGUE (encente Kinyamateka)	R. AEBISCHER, Fribourg - Suisse

D. VENTE AU NUMERO: Prix 200 Frw.

A Kigali: Librairie Caritas - Hôtel des Diplomates - Hôtel des Mille Collines - Alirwanda - Centre National de Pastorale St Paul - Club Rafiki - Galerie Ikirezi - CECFR - Village Urugiro - Librairie EPR.
A Butare: Librairie Universitaire - Economat Diocésain.
Ailleurs: Economat Diocésain de Byumba - Hôte St François à Cyangugu - Hôtel Méridien Boutique Isimbi à Gisenyi - Alimentation Générale à Gikarara - Librairie Caritas Diocésaine de Kabgayi - Economat Diocésain de Kibungo - Librairie de Nyundo - Economat Diocésain de Ruhengeri - Centre Culturel Français de Ruhengeri.